

Chapitre 7

////////////////////////////////////
**Les réseaux de politiques publiques
transfrontaliers ouest-africains**

Le réseau des organisations régionales	162
Cartographier les réseaux de politiques publiques	168
Échange d'information et coopération transfrontalière	171
Pouvoir et coopération transfrontalière	179
L'effet des frontières sur les réseaux de politiques publiques	185
Spatialisation des réseaux sociaux	191

Le Chapitre 7 cartographie la manière dont les organisations et individus impliqués dans les réseaux de politiques publiques transfrontaliers sont connectés en Afrique de l'Ouest. L'un des enjeux majeurs de la coopération transfrontalière est de parvenir à formuler des principes et de conduire des actions qui transcendent les particularités nationales. Ce faisant, la coopération transfrontalière réunit des organisations et des individus aux objectifs et profils très divers, qui doivent néanmoins travailler de concert et aboutir à des consensus acceptables pour chacun. S'appuyant sur des enquêtes de terrain conduites à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, dans la vallée du fleuve Sénégal, dans le Liptako-Gourma et dans la région du lac Tchad, le rapport met en évidence quels sont les acteurs engagés dans la coopération transfrontalière, quelles sont leurs relations formelles et informelles, quelles sont les contraintes structurelles qui limitent leurs échanges d'information et de pouvoir, et quel est l'impact des frontières nationales sur le processus de construction régionale.

Messages clés

- Le réseau des organisations de coopération transfrontalière est une structure centre-périphérie où les acteurs centraux et périphériques interagissent de préférence avec le cœur du réseau.
- En termes de gouvernance transfrontalière, les organisations gouvernementales et inter-gouvernementales jouent un rôle central : leurs relations internes et externes sont plus denses que celles liant les ONG et le secteur privé au reste du réseau.
- Sauf dans la région du lac Tchad, la faible densité et la structure décentralisée des réseaux d'information régionaux et locaux paraissent adaptées à la circulation d'informations entre partenaires aux statuts et aux compétences très divers.
- Les réseaux de gouvernance de la région reposent sur un petit nombre d'intermédiaires appelés brokers, qui mettent en relation les décideurs politiques de plusieurs pays.
- L'effet des frontières est moins marqué entre acteurs impliqués dans les politiques publiques locales que régionales, où plus de 67 % des relations sont entretenues entre acteurs d'un même continent.
- Dans la région du fleuve Sénégal et du Liptako-Gourma, le réseau d'information de la coopération transfrontalière est structuré autour des capitales et d'un semis dense de petites et moyennes villes ; dans la région du lac Tchad, le réseau d'information est centré sur N'Djaména.

LE RÉSEAU DES ORGANISATIONS RÉGIONALES

En Afrique de l'Ouest, comme ailleurs dans le monde, les organisations impliquées dans la coopération transfrontalière sont particulièrement diverses du point de vue de leur extension géographique, de leurs compétences institutionnelles, de leurs objectifs et de leurs moyens financiers. Aux côtés des États, qui occupent habituellement une place prépondérante dans le domaine transfrontalier, on trouve aussi bien des organisations multinationales ou supranationales que des bailleurs de fonds,

des organisations non gouvernementales (ONG) et des entreprises privées, sans oublier les autorités locales et régionales de chaque pays. Ces acteurs sont susceptibles d'entretenir des relations très variables les uns avec les autres, selon leur degré de compétence juridique ou leurs capacités financières par exemple, ce qui rend l'analyse des politiques publiques particulièrement complexe.

La grande diversité d'acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière et leurs

relations complexes peuvent être cartographiées en utilisant l'analyse des réseaux sociaux, qui mesure la centralité de chaque organisation selon les relations qu'elle entretient avec les autres structures ([Chapitre 4](#)). Pour ce faire, 16 organisations impliquées dans la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest sont retenues sur la base d'un inventaire des principales structures institutionnelles actives dans la région ([Chapitre 6](#)).

Il s'agit du Programme frontière de l'Union africaine (PFUA), du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), des trois communautés économiques présentes dans la région (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO; Communauté économique des États de l'Afrique centrale, CEEAC; Communauté des États sahélo-sahariens, CEN-SAD) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). À cela s'ajoutent les organisations régionales sectorielles comme le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma (ALG), l'Union du fleuve Mano (UFM), la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), l'Autorité du bassin du Niger (ABN) et l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG). La *Nigeria-Niger Joint Commission for Cooperation*, la *National Boundary Commission* (NBC) du Nigéria et le Comité de liaison de la route transsaharienne (CLRT) complètent la liste.

Afin d'établir dans quelle mesure ces organisations entretiennent des rapports formels entre elles, l'analyse s'appuie sur les rapports annuels et documents stratégiques publiés par chaque organisation aux cours des cinq dernières années (2010–15). Dans la mesure où l'objectif de l'analyse est de cartographier un réseau aussi exhaustif que possible, les relations entre organisations prises en considération peuvent être de diverses natures pour autant qu'elles se rapportent à la coopération transfrontalière: appui financier, soutien institutionnel, partenariat stratégique, réalisation commune.

Contrairement au réseau qui lie les pays ouest-africains aux organisations régionales ([Graphique 6.1](#)), le réseau des organisations impliquées dans la coopération transfrontalière en

Afrique de l'Ouest est d'une taille inconnue. Chacune des organisations avec lesquelles les organisations régionales ouest-africaines sont liées sont en effet susceptibles d'entretenir des relations entre elles et avec d'autres organisations dans le monde, multipliant les connexions potentielles. Du fait que l'analyse se focalise sur l'Afrique de l'Ouest et ses organisations régionales, seules sont prises en considération les relations directes entre les 16 principales organisations impliquées dans la coopération transfrontalière et leurs partenaires. Le réseau ainsi constitué contient alors 125 organisations, reliées par 236 liens. Toutes les organisations du réseau sont connectées par au moins une relation au reste du réseau: il n'existe aucun acteur ou sous-groupe d'acteurs isolés. Ce constat cache toutefois une forte hétérogénéité interne au réseau.

L'analyse montre en effet que le réseau des organisations de coopération transfrontalière est proche d'une structure centre-périphérie dans laquelle les acteurs centraux interagissent de préférence avec d'autres acteurs centraux, tandis que ceux de la périphérie n'interagissent pas entre eux mais avec le cœur du réseau. Du fait que tous les acteurs du réseau tendent à interagir avec le cœur, la densité y est particulièrement forte entre organisations centrales et faible entre organisations périphériques. Ce genre de structure n'est pas propre aux organisations régionales de la région. Il est, par exemple, caractéristique du commerce mondial, du marché interbancaire, des interactions entre scientifiques ou des publications dans les grandes revues académiques (Borgatti et Everett, 2000). Bien qu'induisant des rapports de dépendance entre le centre et la périphérie, une structure de ce type est supposée fonctionner de manière plus performante qu'une structure plus décentralisée dans laquelle se trouvent de multiples sous-groupes peu hiérarchisés (Csermely et al., 2013).

Les réseaux de type centre-périphérie se caractérisent habituellement par une très forte distinction entre le cœur du réseau et ses marges, qui peuvent aller jusqu'à former deux ensembles distincts. Par rapport à ce schéma théorique, la structure observée en Afrique de l'Ouest est formée d'un noyau central connecté à un nombre restreint d'organisations qui jouent le rôle d'intermédiaire entre le noyau et les organisations encore plus périphériques

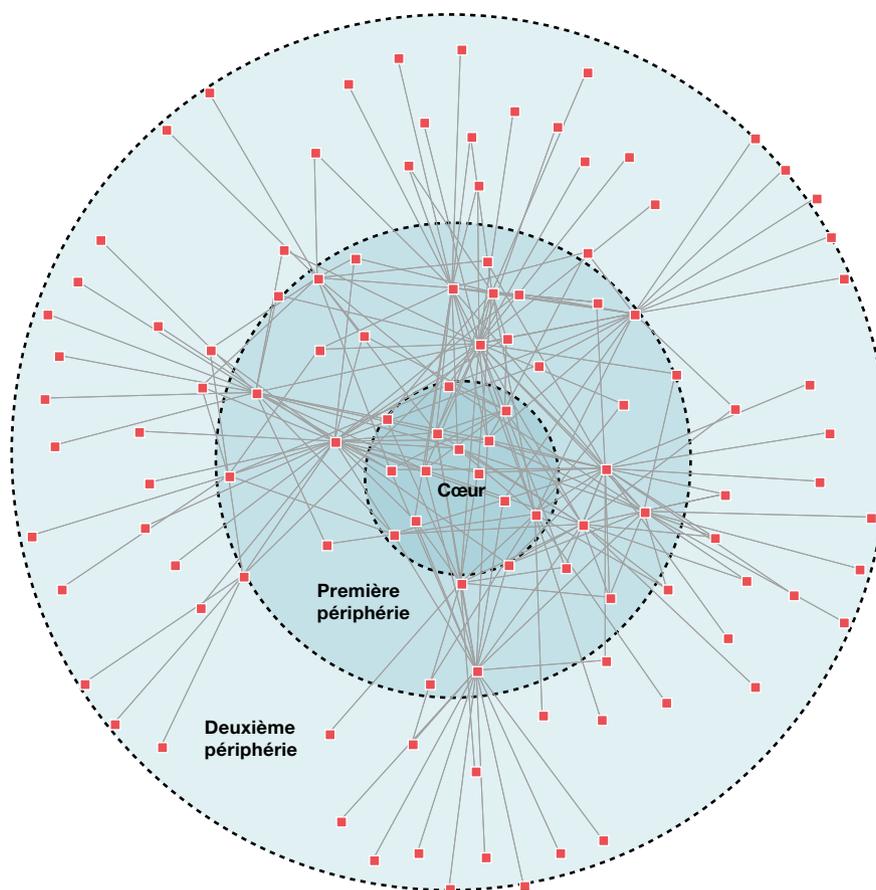
(Graphique 7.1). L'existence de ce niveau intermédiaire d'organisations peut être mise en évidence par le calcul d'un modèle qui divise les acteurs en deux catégories – centraux et périphériques – avant de calculer la corrélation entre une structure idéale où toutes les organisations appartiendraient soit au centre, soit à la périphérie du réseau et la structure du réseau observé. Dans le cas des organisations considérées, la corrélation est de seulement 0.55, ce qui signale qu'il s'agit plutôt d'un réseau à double périphérie dans lequel les organisations qui occupent une place intermédiaire entre le cœur et la périphérie sont susceptibles de jouer les médiateurs entre des organisations très différentes (Cattani et Ferriani, 2008).

Le cœur du réseau est occupé par un petit nombre d'organisations supranationales (Union

africaine – UA, CEDEAO, UEMOA, Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale – CEMAC), de deux grandes institutions bancaires (Banque mondiale, Banque africaine de développement – BAD) et de l'Union européenne (UE), de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et enfin de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) (Graphique 7.2). De très fortes interconnexions existent formellement entre ces organisations et un nombre restreint d'organisations régionales situées en première périphérie du réseau. Parmi ces organisations de la première périphérie figurent notamment les organisations chargées de la coopération transfrontalière dans la vallée du fleuve Sénégal, le Liptako-Gourma et la

Graphique 7.1

Centre et périphéries du réseau des organisations régionales en Afrique de l'Ouest

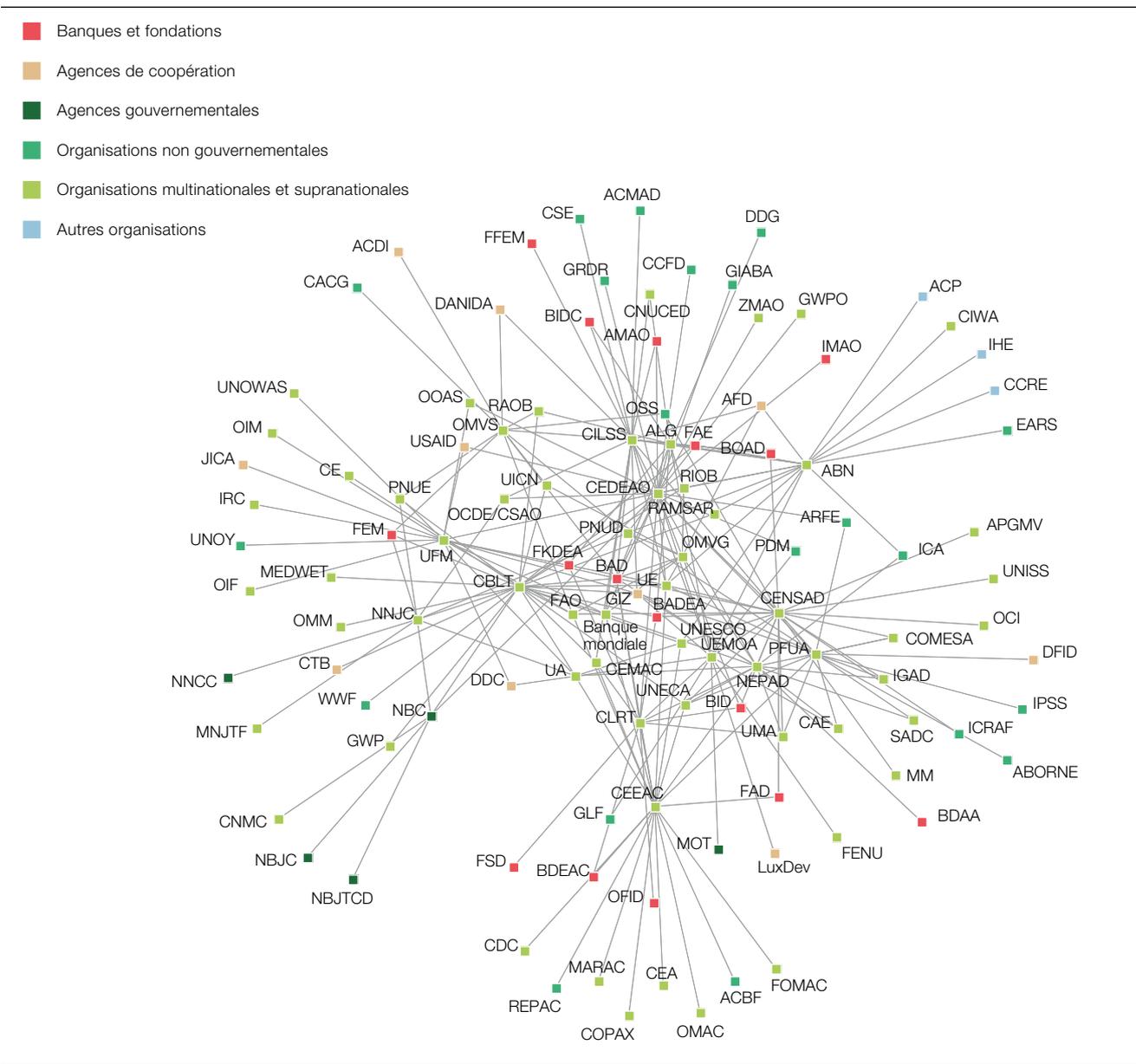


région du lac Tchad, qui entretiennent de fortes connexions avec des partenaires de natures très différentes sur le plan international, régional et local, ainsi qu'avec de nombreux bailleurs de fonds et agences de coopération. L'ALG, par exemple, entretient des liens formels avec près d'une quinzaine d'autres organisations. Outre la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, l'ALG est liée à plusieurs banques qui soutiennent le développement économique, social et environnemental de la région. Elle est associée à plusieurs structures dédiées à l'eau et travaille avec des organisations caritatives actives dans le renforcement des

capacités de gestion de la frontière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger.

La position occupée par chacune des organisations actives dans la coopération transfrontalière permet d'évaluer leur importance relative dans le réseau. Celles qui possèdent un grand nombre de partenaires obtiennent un score élevé en matière de centralité de degré, une mesure locale qui ne tient pas compte de la structure globale du réseau mais seulement des connexions immédiates de chaque organisation (Tableau 7.1). Cette mesure peut être approfondie par le calcul de la centralité de pouvoir

Graphique 7.2
Réseau des organisations régionales en Afrique de l'Ouest par type



(aussi appelée centralité spectrale ou centralité de pouvoir de Bonacich) qui détermine si une organisation est fortement connectée à d'autres organisations qui sont elles-mêmes bien connectées. Il est en effet souvent plus important pour une organisation d'être bien connectée à un certain nombre d'autres partenaires stratégiques plutôt que de multiplier les liens avec le plus grand nombre possible d'organisations. Outre la centralité de pouvoir, la centralité d'intermédiation évalue si une organisation joue le rôle d'intermédiaire entre les autres.

La CEDEAO, la CBLT, la CEN-SAD, l'UEMOA et le CILSS sont indubitablement les organisations régionales les mieux connectées, quelle que soit d'ailleurs la mesure utilisée pour juger de leur centralité. L'ordre des dix organisations les plus centrales change en effet assez peu selon les mesures considérées. En matière de centralité de degré, la CEDEAO possède le plus de relations, suivie de la CBLT, mais, dans l'ensemble, la centralité des organisations les plus centrales demeure faible. Ce constat indique que le réseau n'est pas constitué d'organisations reliées à un très grand nombre d'autres organisations. La centralité de pouvoir de la CEDEAO (0.618) est particulièrement

élevée, un signe que l'organisation est connectée à d'autres organisations centrales et occupe de ce fait une position incontournable en matière de coopération transfrontalière dans la région.

La capacité de jouer un rôle d'intermédiaire est particulièrement importante pour les organisations impliquées dans la coopération transfrontalière de la région. En effet, la coopération transfrontalière repose souvent sur des chartes et des accords non contraignants du point de vue juridique, qui favorisent l'émergence de consensus et de solutions négociées entre acteurs. Les organisations qui forment des points de passage le long du plus court chemin entre autres organisations constituent alors des médiateurs obligés et peuvent contrôler les flux d'informations et de ressources au sein des réseaux de politiques publiques transfrontalières. En Afrique de l'Ouest, cette position particulièrement favorable est occupée par un très petit nombre d'organisations régionales comme la CEDEAO, la CBLT, la CEEAC, le CILSS et la CEN-SAD. Leur importance est mise en évidence par le [Graphique 7.3](#) qui représente chaque acteur selon sa centralité d'intermédiation. Plus l'organisation joue le rôle

Tableau 7.1

Centralité des dix organisations les plus actives dans la coopération transfrontalière

Rang	Centralité de degré		Centralité de pouvoir		Centralité d'intermédiation	
1	CEDEAO	0.129	CEDEAO	0.618	CEDEAO	0.332
2	CBLT	0.109	CEN-SAD	0.368	CBLT	0.207
3	CEN-SAD	0.093	CILSS	0.359	CEEAC	0.158
4	CILSS	0.089	UEMOA	0.349	CEN-SAD	0.157
5	CEEAC	0.085	BAD	0.318	CILSS	0.156
6	ABN	0.069	NEPAD	0.317	UFM	0.122
7	NEPAD	0.069	CBLT	0.315	ABN	0.116
8	PFUA	0.065	UE	0.278	UEMOA	0.090
9	UFM	0.065	PFUA	0.250	PFUA	0.079
10	UEMOA	0.065	CEEAC	0.247	CLRT	0.073
<i>Moyenne</i>		<i>0.015</i>		<i>0.082</i>		<i>0.017</i>
<i>Écart-type</i>		<i>0.023</i>		<i>0.097</i>		<i>0.044</i>

CARTOGRAPHIER LES RÉSEAUX DE POLITIQUES PUBLIQUES

L'analyse des réseaux de politiques publiques transfrontaliers ouest-africains au niveau individuel, et non organisationnel, ne peut s'appuyer sur un inventaire de la littérature. Elle nécessite une enquête de terrain bien particulière auprès des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière, qu'ils soient représentants des organisations régionales, de la société civile, du milieu des affaires, des autorités territoriales ou des agences de développement. Afin de couvrir à la fois les dynamiques régionales et locales de la coopération transfrontalière, l'enquête s'appuie sur des entretiens en face-à-face conduits à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et de trois microrégions : la vallée du fleuve Sénégal, le Liptako-Gourma et la région du lac Tchad.

L'une des particularités de l'analyse de réseaux est de ne pas pouvoir s'appuyer sur un échantillon de population car en sélectionnant aléatoirement certains individus, on perdrait un très grand nombre de leurs relations. Cette contrainte l'oblige à travailler sur des populations aussi exhaustives que possible (Chapitre 4). Les acteurs impliqués dans les réseaux sont en effet, par définition, statistiquement dépendants et ne peuvent donc être échantillonnés aléatoirement. À cela s'ajoute le fait que les acteurs les plus centraux, comme les ministres de la coopération ou les commissaires à l'intégration régionale, sont généralement uniques et ne peuvent être remplacés par d'autres s'ils sont indisponibles. Ces contraintes nécessitent que soient conduits des entretiens ciblés sur le principe de la « boule de neige », qui consiste à identifier une première vague d'acteurs pour ensuite conduire d'autres entretiens avec les personnes mentionnées par ces acteurs jusqu'à ce que les limites du réseau de politiques publiques soient atteintes.

Dans cette enquête, deux vagues d'entretiens en face-à-face sont nécessaires pour parvenir à atteindre les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière. Les personnes mentionnées au moins trois fois par les enquêtés de la première vague sont retenues pour la seconde vague, ceci afin de tenir compte de la popularité respective des très nombreux contacts mentionnés par les personnes

interrogées. Un total de 137 entretiens est ainsi conduit entre mars et octobre 2015. Le taux de réponse atteint presque 75 % à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest et dépasse 80 % dans les trois microrégions retenues (Tableau 7.2). Compte tenu des contraintes liées à la collecte des informations à l'échelle sous-continentale (Encadré 7.1), ces résultats permettent que l'analyse des réseaux de politiques publiques soit conduite sans que la proportion d'acteurs manquants n'affecte négativement l'étude des liens qui les unissent.

Les entretiens conduits auprès des acteurs impliqués dans la coopération en Afrique de l'Ouest conduisent à cartographier les relations entretenues entre 738 acteurs dans 40 pays (Tableau 7.3). Parmi ces acteurs, une très grande majorité vit en Afrique de l'Ouest (82.2 %, soit 607 acteurs), tandis que les autres se répartissent entre l'Europe (7.7 %, 57 acteurs), le reste de l'Afrique (7.0 %, 52 acteurs) et, plus minoritairement, l'Amérique du Nord (1.6 %, 12 acteurs) et le reste du monde (1.4 %, 10 acteurs).

L'analyse de réseaux s'intéresse principalement aux liens plutôt qu'aux attributs des acteurs interviewés. Au lieu de viser à la constitution d'un échantillon représentatif de la population totale et de récolter le plus d'informations sur chaque individu enquêté, le but est de connaître les connexions de chacune

Tableau 7.2
Population enquêtée et taux de réponse par cas d'étude

Cas d'étude	Nombre de personnes contactées	Nombre de personnes interviewées	Taux de réponse (%)
Afrique de l'Ouest	64	47	73.4
Région du Liptako-Gourma	31	27	87.1
Vallée du fleuve Sénégal	40	35	87.5
Région du lac Tchad	33	28	84.8
Total	168	137	81.5

des personnes connectées au réseau. Trois questions principales sont alors posées au cours des entretiens :

- Les acteurs interviewés sont tout d’abord invités à nommer les personnes avec lesquelles ils ont échangé des informations relatives à la coopération transfrontalière au cours des deux dernières années (2013–15). Ceci permet de reconstituer le *réseau d’information* qui lie les acteurs de la coopération transfrontalière. L’échange d’information considéré par l’enquête comprend les interactions personnelles, les échanges téléphoniques, les e-mails, les médias sociaux et les documents adressés à une personne en particulier. Privilégiant

les flux d’information ciblant des individus spécifiques, il exclut les e-mails collectifs ou les notes à diffusion générale.

- Les acteurs interviewés sont ensuite amenés à nommer les acteurs qu’ils considèrent comme les plus importants dans le domaine de la coopération transfrontalière en Afrique de l’Ouest ou dans chacune des trois microrégions considérées. Cette information permet de reconstituer le *réseau de pouvoir* qui relie les acteurs de la coopération transfrontalière au cours des deux dernières années (2013–15). On suppose en effet que la probabilité qu’une personne soit reconnue par ses pairs comme étant particulière-

Encadré 7.1

De la difficulté à interroger les décideurs

Interroger 137 décideurs se trouvant potentiellement dans plus de 20 pays s’est révélé être une tâche délicate. Comme l’analyse structurelle s’intéresse principalement aux liens plutôt qu’aux attributs des acteurs, en tant que principale unité d’analyse, des entretiens en face à face devaient être menés avec au moins 80 % des acteurs identifiés. Si un acteur manque, il ne peut être remplacé par un autre contrairement à ce qu’autorisent les études économétriques traditionnelles.

Déterminer qui doit être interrogé.

La première difficulté est de définir quels représentants d’organisations régionales devaient participer à la première vague d’entretiens. Cette sélection est déterminante pour l’enquête car ces personnes vont fortement influencer la structure de l’ensemble du réseau. Pour chaque étude de cas, des experts de différentes institutions d’Afrique de l’Ouest et d’Europe sont invités à désigner les personnes qui selon eux devaient être interrogées en premier. Puis, une liste est établie à partir des noms suggérés par les experts.

Obtenir les adresses courriels ou les numéros de téléphone. Il n’est pas toujours aisé d’obtenir les coordonnées professionnelles

voulues car bon nombre des personnes visées utilisent leur adresse mél personnelle et non celle de leur institution. C’est pourquoi un grand nombre possible de participants potentiels est contacté au cours de grandes manifestations internationales comme le Forum du CSAO/OCDE tenu à Expo Milano en octobre 2015.

L’éparpillement géographique des personnes ciblées.

Du fait de l’éparpillement des personnes ciblées en Afrique de l’Ouest et en Europe, il est difficile d’organiser des entretiens en face à face – ce qui demeuraient l’objectif tout en restant efficace et économique. Étant donné les problèmes de coûts et l’éparpillement des personnes ciblées ainsi que leur forte mobilité (missions), il a été décidé de conduire un petit nombre d’entretiens au téléphone lorsque cela était plus facile.

Réticence à répondre. Certains entretiens n’ont pas permis d’obtenir de réponses en raison de la réticence à donner des noms de personnes (et non d’organisations) sans l’autorisation préalable des intéressés. Dans de rares cas, les assurances de confidentialité et le caractère impératif de cette information mis en avant n’ont pas permis de venir à bout de cette réserve.

ment importante dans la région est une indication de son pouvoir dans le réseau.

- Une série de questions ouvertes portant sur les principales avancées et défis en matière de coopération fournit enfin des informations sur l'évolution temporelle de la coopération transfrontalière. Si l'analyse quantitative des réseaux permet de cartographier l'existence de liens entre individus,

elle ne peut en effet expliquer la formation et l'intensité des interactions qui lient les acteurs de la coopération transfrontalière. C'est le rôle des questions ouvertes que de fournir des éléments d'interprétation qui complètent l'analyse quantitative.

Les informations collectées au cours de l'enquête sont combinées pour former un

Tableau 7.3

Provenance géographique des acteurs pris en considération dans l'enquête

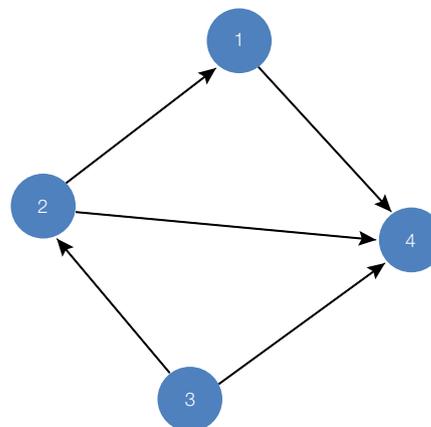
Pays	Nombre d'acteurs	Pays	Nombre d'acteurs
Afrique du Sud	8	Mali	113
Allemagne	6	Maroc	1
Arabie saoudite	2	Mauritanie	21
Autriche	1	Mexique	1
Belgique	17	Niger	94
Bénin	9	Nigéria	80
Burkina Faso	103	Ouganda	4
Cabo Verde	1	Pays-Bas	1
Cameroun	27	République centrafricaine	5
Canada	2	République démocratique du Congo	4
Côte d'Ivoire	15	Royaume-Uni	2
Espagne	2	Rwanda	2
États-Unis	9	Sénégal	78
Éthiopie	19	Sierra Leone	1
France	27	Soudan	1
Gabon	1	Suisse	1
Gambie	1	Swaziland	1
Ghana	9	Tchad	46
Guinée	9	Tunisie	1
Kenya	3	Inconnu	8
Libye	2	Total	738

tableau à double entrée (matrice) contenant en rang et en colonne le nom anonymisé de toutes les personnes mentionnées au cours des entretiens. La matrice ainsi constituée est ensuite transformée en un réseau social, dont les nœuds représentent les acteurs de la coopération transfrontalière et les liens les échanges d'information ou de pouvoir (Graphique 7.4). Les flux d'information entre acteurs sont symétriques, c'est-à-dire que si les acteurs 1, 2 et 3 sur le Graphique 7.4 mentionnent tous être en relation avec l'acteur 4, ce dernier est également en relation avec eux. La symétrie des liens n'est cependant pas valable dans le réseau de pouvoir où il importe de tenir compte de la direction des liens, qui favorisent les acteurs le plus souvent mentionnés par leurs pairs.

Une fois le réseau social cartographié, il devient possible de mesurer la centralité de chaque acteur en relation avec les autres, d'identifier les acteurs les plus centraux en matière d'échange d'information ou de pouvoir, et de mesurer l'effet des frontières sur la structure générale du réseau.

Graphique 7.4 Transformation d'une matrice en réseau

	Acteur 1	Acteur 2	Acteur 3	Acteur 4
Acteur 1	0	0	0	1
Acteur 2	1	0	0	1
Acteur 3	0	1	0	1
Acteur 4	0	0	0	0



ÉCHANGE D'INFORMATION ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Partout dans le monde, les flux d'information décroissent fortement avec la distance, avec pour conséquence que les échanges les plus fréquents et les plus intenses sont généralement entretenus entre personnes proches. La proximité géographique est ainsi bien connue pour accroître la densité des réseaux sociaux. Les individus proches du point de vue géographique tendent alors à développer des valeurs communes (Hipp et al., 2011) tandis que les individus partageant des valeurs proches tendent à se rassembler géographiquement (McPherson, Smith-Lovin et Cook, 2001). La proximité géographique encourage en particulier les contacts informels et le partage d'informations dites tacites, c'est-à-dire difficilement codifiables. Les communications en face-à-face demeurent ainsi d'une importance cruciale dans les réseaux sociaux, en dépit de la diminution des coûts de transports et des nouvelles technologies de l'information, qui favorisent essentiellement l'échange d'informations codifiables (Mok et al., 2010; Onnela et al.,

2011). Ces principes généraux s'appliquent aux réseaux de politiques publiques actifs dans la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest, qui nécessitent en effet de multiples concertations entre partenaires de natures très différentes.

L'analyse de la composition interne des réseaux et des relations entre grands types d'acteurs met en évidence une certaine diversité entre cas d'étude (Graphique 7.5). À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, les organisations intergouvernementales (OIG), comme l'UA, la CEDEAO, l'UEMOA ou le CILSS représentent plus de la moitié (55 %) des acteurs. C'est au sein de ces organisations que les relations sont les plus fréquentes, représentant plus d'un tiers des liens entretenus en matière de coopération transfrontalière dans le réseau régional. Les organisations gouvernementales telles que les directions ou commissions nationales des frontières ou les agences de coopération représentent 22 % des acteurs, tandis que les ONG, comme le Groupe de recherche

et de réalisations pour le développement rural (GRDR) ou le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) représentent 17 % des acteurs. Les relations entre ces deux types d'acteurs sont peu denses (12 % des liens). La part des représentants du monde des affaires est négligeable (5 %).

À l'échelle des trois microrégions considérées, des différences sensibles existent. Les organisations gouvernementales représentent près de 60 % des acteurs dans la vallée du fleuve Sénégal et le Liptako-Gourma, tandis que les OIG dominent nettement la région du lac Tchad avec plus de 50 % des acteurs. Dans la vallée du fleuve Sénégal, un quart des relations entretenues dans le réseau sont internes aux OIG et un autre quart relie les organisations gouvernementales aux OIG. Dans le Liptako-Gourma, ce sont les relations internes aux organisations gouvernementales qui dominent nettement (29 %) tandis qu'autour du lac Tchad, les organisations gouvernementales et intergouvernementales sont particulièrement bien connectées (25 % des liens).

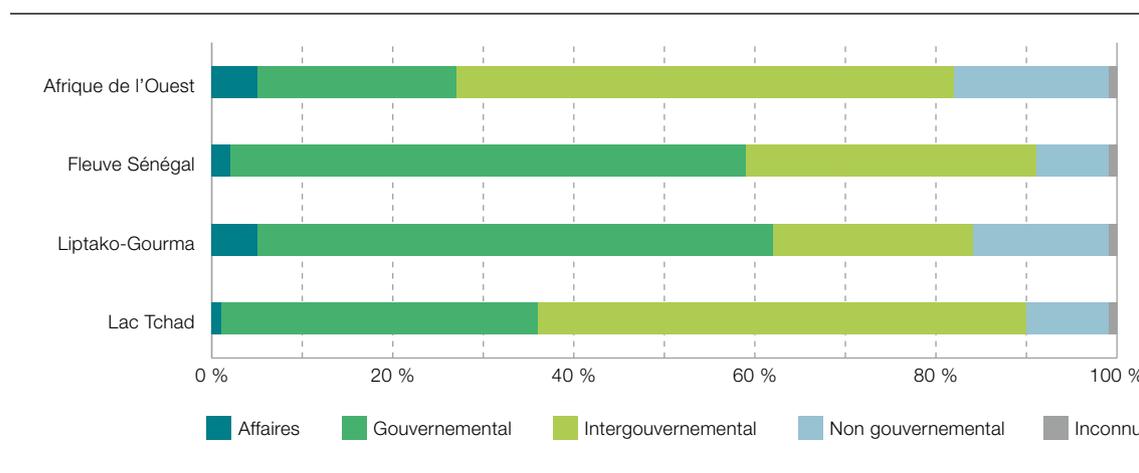
Ces premiers résultats fournissent des indications précieuses sur le mode de gouvernance qui peut potentiellement régir les interactions entre acteurs de la coopération transfrontalière, à l'échelle régionale et dans chacune des microrégions. En Afrique comme ailleurs les systèmes de gouvernance qui ont longtemps dépendu des autorités centrales et de l'administration centrale se diversifient. La

dispersion du pouvoir vers le bas au profit des administrations locales et régionales; vers le haut au profit des organisations supranationales, ou vers l'extérieur en direction d'acteurs non gouvernementaux, donne lieu à un système de gouvernance à niveaux multiples dans lequel plusieurs échelons d'autorité sont imbriqués. Le concept de gouvernance multiniveaux, initialement élaboré pour décrire l'organisation du pouvoir de plus en plus structurée en réseau au sein de l'UE, a progressivement perdu de son européocentrisme pour inclure d'autres formes de gouvernance dans le monde (Hooghe et Marks, 2003). Il est à présent utilisé comme cadre général d'analyse des formes de gouvernance en réseau dans le monde à partir d'une analyse approfondie des interactions entre les décideurs (Curry, 2015).

L'analyse conduite en Afrique de l'Ouest montre, à ce titre, que les réseaux de coopération qui lient les représentants des grandes organisations régionales sont structurés sur une base identique à ceux qui lient les représentants des structures sectorielles locales dans la vallée du fleuve Sénégal, le Liptako-Gourma et la région du lac Tchad. Ces réseaux possèdent une structure lâche, comme le montrent les mesures présentées dans la partie supérieure du [Tableau 7.4](#). Celles-ci permettent de juger si le réseau est plutôt formé d'acteurs bien insérés dans leur groupe ou d'intermédiaires connectant des groupes disjoints (brokers). Leur densité est particulièrement faible : moins de 5 % des liens potentiellement existants sont effectivement présents dans le réseau.

Graphique 7.5

Composition des réseaux d'information par type



Sauf dans la région du lac Tchad, ces réseaux d'information sont peu fragmentés : on y trouve peu d'acteurs isolés ou formant des petits groupes. Les acteurs de ces réseaux possèdent un nombre généralement limité de partenaires, inférieur à trois, sauf dans la vallée du fleuve Sénégal où le nombre moyen de partenaires est légèrement plus élevé (3.61). Les acteurs y forment de longues chaînes de relations plutôt que des petits groupes très soudés : il faut en moyenne plus de quatre étapes pour joindre un acteur à un autre. Ces propriétés sont typiques des réseaux « cosmopolitains » (Everton, 2013) qui privilégient les relations entre groupes plutôt que l'enracinement entre acteurs proches. Ce genre de réseau est l'exact opposé d'un réseau « provincial » formé d'acteurs partageant des relations très denses, comme des groupes d'amis proches où tout le monde se connaît par exemple.

La présence combinée d'un faible coefficient d'agglomération et de longs chemins entre acteurs est un signe supplémentaire que les réseaux ressemblent à des chaînons peu

denses. Cette structure diffère à la fois d'un réseau aléatoire, dans lequel les deux valeurs sont faibles, d'un réseau régulier, dans lequel elles sont toutes les deux fortes, et d'un réseau petit-monde qui possède un fort coefficient d'agglomération et où tous les acteurs peuvent être atteints en peu d'étapes (Graphique 7.6). Elle reflète la complexité des processus d'information qui lient les décideurs politiques et leurs partenaires. Un représentant de la CEDEAO explique par exemple comment fonctionnent les échanges conduisant à de nouvelles régulations régionales :

Nous commençons par entreprendre une enquête ou une étude. Puis, nous formulons une recommandation et sur cette base, nous entamons le processus d'élaboration de la réglementation. Lorsque le projet de réglementation est prêt, nous l'examinons dans le cadre d'un groupe de travail composé d'experts nationaux. Lorsque ce dernier a donné son avis sur le document, nous le soumettons à un autre groupe d'experts chargés de donner leurs propres points

Tableau 7.4
Principaux indicateurs des réseaux d'information

Mesures	Afrique de l'Ouest	Fleuve Sénégal	Liptako-Gourma	Lac Tchad
Nombre de nœuds	164	165	175	114
Nombre de liens	222	303	223	159
<i>Enracinement et intermédiation</i>				
Densité	0.02	0.02	0.01	0.03
Fragmentation du réseau	0.20	0.00	0.22	0.58
Nombre moyen de liens	2.62	3.61	2.44	2.83
Longueur de chemin caractéristique	4.21	4.05	4.73	4.97
Coefficient d'agglomération	0.05	0.15	0.12	0.00
<i>Centralisation</i>				
Centralisation de degré	0.09	0.05	0.17	0.13
Centralisation de proximité	0.01	0.24	0.01	0.01
Centralisation de pouvoir	0.45	0.43	0.51	0.23
Centralisation d'intermédiation	0.23	0.39	0.32	0.13

de vue, et c'est aussi un long processus. Il nous a fallu par exemple cinq ans pour adopter la réglementation sur les semences. Cela demande beaucoup de consultations, beaucoup de réunions et beaucoup d'argent.

Les réseaux d'information possèdent également peu d'acteurs atypiques du point de vue de leur centralité, comme le confirment les mesures de centralisation présentées dans la partie inférieure du [Tableau 7.4](#). Ces mesures permettent d'apprécier le degré d'inégalité entre acteurs dans le réseau et varient entre 0 – une situation où aucun acteur n'est plus central que les autres – et 1, une situation où la centralité d'un acteur est supérieure à celle de tous les autres, comme lorsqu'un individu occupe la place centrale d'un réseau en étoile. En matière d'échange d'information, les scores de centralisation de degré sont faibles, ce qui signifie que le nombre moyen de relations ne varie pas substantiellement au sein du réseau et qu'il n'existe pas d'individus très connectés. La centralisation de proximité, qui identifie si certains acteurs sont particulièrement proches, est faible sauf dans la vallée du Sénégal, où l'on peut s'attendre à trouver un groupe très dense d'acteurs. Les fortes valeurs en matière de centralité de pouvoir observées partout, sauf dans la région du lac Tchad, suggèrent que certains acteurs parviennent à être bien connectés à d'autres acteurs centraux malgré un nombre limité de connexions, en particulier

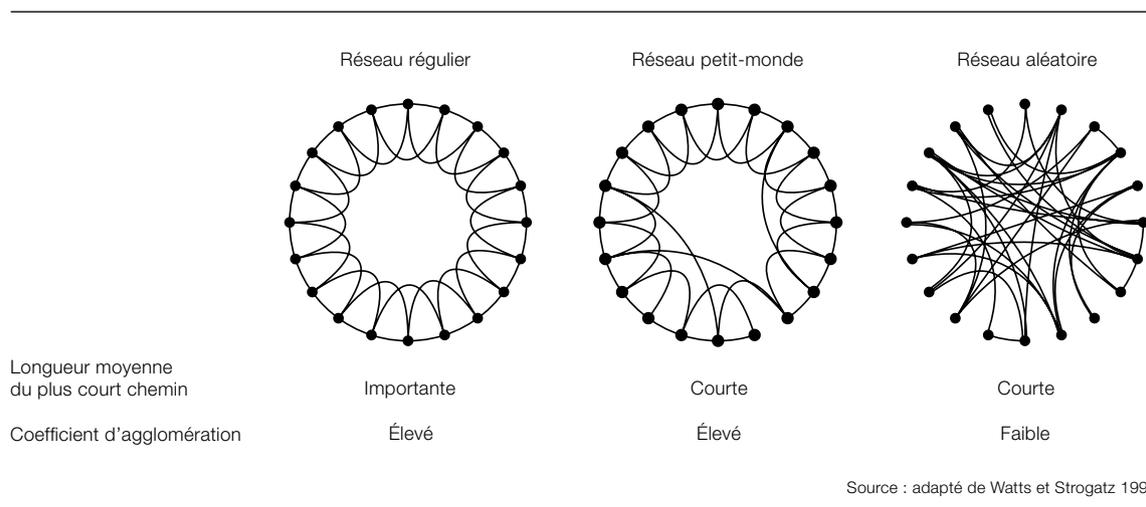
dans le Liptako-Gourma. Les valeurs relatives à la centralité d'intermédiation suggèrent, quant à elles, la présence de brokers importants dans les réseaux, en particulier dans la vallée du fleuve Sénégal.

Le rôle des brokers dans le réseau d'information ouest-africain est particulièrement visible sur le [Graphique 7.7](#), qui représente chaque acteur individuel en proportion de sa centralité d'intermédiation. C'est au sein de la CEDEAO que les brokers les plus importants peuvent être observés : quatre représentants de cette institution figurent parmi les dix acteurs les plus centraux du réseau ([Tableau 7.5](#)). La centralité de l'un des représentants de la CEDEAO en charge de la coopération transfrontalière (028) est de ce point de vue tout à fait remarquable dans la mesure où cet acteur se trouve au carrefour de plusieurs sous-groupes d'acteurs qui, sans lui, demeureraient déconnectés. Des brokers importants se trouvent également au sein du CILSS, de l'UA, de l'UEMOA et dans deux ONG (GRDR et *Global Local Forum [GLF]*).

À ce propos la manière dont les brokers sont définis par l'analyse de réseaux diffère de celle qui est usuellement utilisée dans la littérature africaniste. Cette dernière considère les brokers comme des acteurs formellement reconnus comme tels pour leurs compétences professionnelles. De nombreux travaux montrent ainsi l'importance des intermédiaires dans les transactions marchandes en Afrique, qu'il s'agisse des marchés de bétail ou des relations

[Graphique 7.6](#)

Topologie du réseau selon la longueur du chemin et le coefficient d'agglomération



entre hôtes et marchands à longue distance (Little, 1992; Brooks, 1993). Dans la littérature consacrée aux réseaux sociaux, les brokers sont principalement définis par leur position vis-à-vis des autres acteurs, qui leur permet de mettre à profit des zones particulièrement peu denses des réseaux (Burt, 2005). Les brokers occupent ainsi une position structurelle – quelle que soit d’ailleurs leur activité professionnelle – qui peut varier selon le type de ressources circulant dans le réseau et qui ne peut être identifiée qu’une fois l’ensemble du réseau cartographié. Cette position demeure souvent inconnue des acteurs, qui jouent le rôle de brokers sans en être nécessairement conscients.

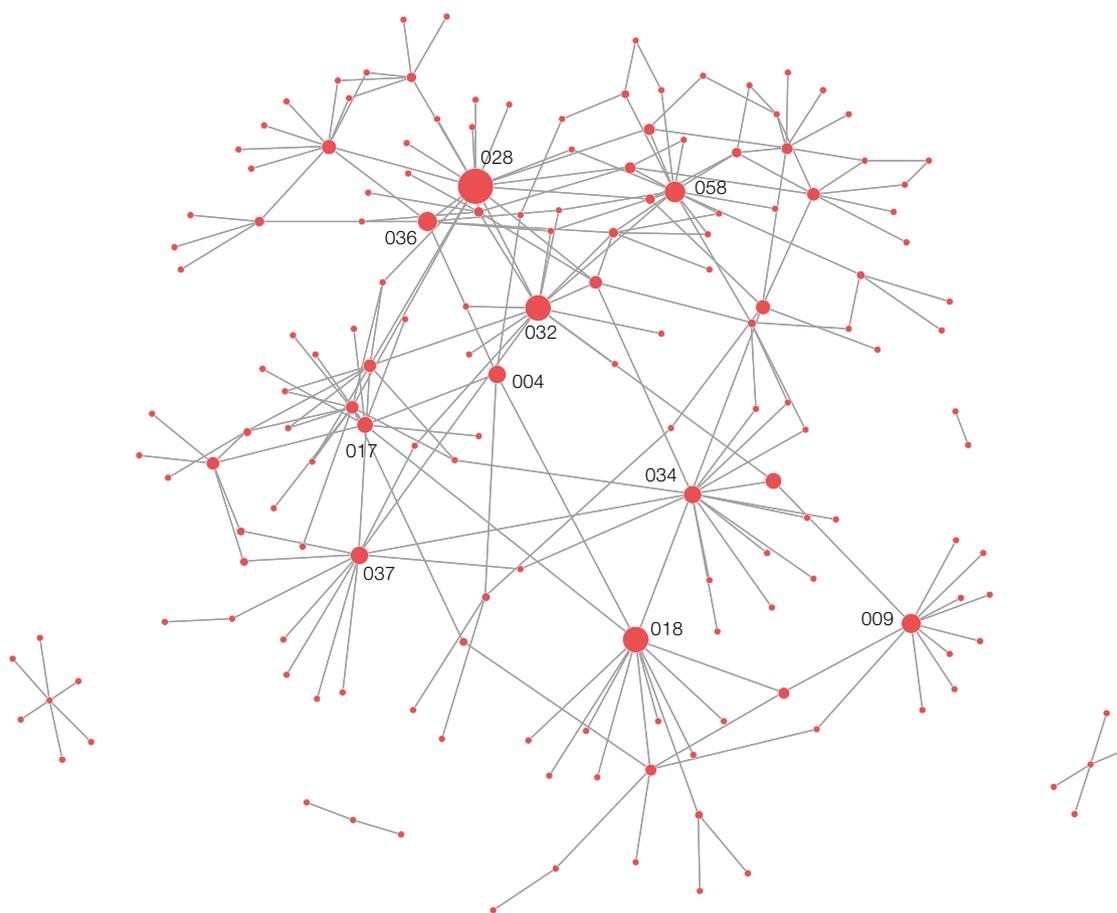
La structure du réseau de coopération transfrontalière de la vallée du fleuve Sénégal est bipolaire (Graphique 7.8). Elle oppose un

sous-groupe très dense de représentants de l’OMVS (027, 010, 017, 028), situés à droite dans le graphique, à un sous-ensemble plus lâche composé d’acteurs gouvernementaux du Sénégal, du Mali et de Mauritanie (020, 006), d’agences de coopération (002, 019) et des ONG (029). Du fait de la structure bipolaire de ce réseau, les acteurs situés à l’interface des deux sous-groupes jouent un rôle d’intermédiaires particulièrement important. Le plus central (020) est un représentant de la Direction nationale des frontières du Mali à Bamako, qui échange aussi bien avec les experts de l’OMVS qu’avec les agences gouvernementales et les bailleurs de fonds présents dans la région.

La structure du réseau des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière dans le Liptako-Gourma prend la forme d’une

Graphique 7.7

Brokers du réseau d’information ouest-africain



Note : seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur rôle d’intermédiaire (broker) au sein du réseau.

Tableau 7.5

Centralité d'intermédiation pour les acteurs obtenant les scores les plus élevés en Afrique de l'Ouest et dans la région du fleuve Sénégal

	Afrique de l'Ouest			Région du fleuve Sénégal		
	Acteur	Score	Organisation	Acteur	Score	Organisation
1	028	0.24	CEDEAO	020	0.40	Gouvernement du Mali
2	018	0.17	CILSS	029	0.21	GRDR
3	032	0.17	ARFE	010	0.18	OMVS
4	058	0.13	UA	006	0.16	Gouvernement de la Mauritanie
5	036	0.12	CEDEAO	002	0.14	DDC
6	009	0.11	CEDEAO	017	0.14	OMVS
7	004	0.11	CEDEAO	032	0.13	Gouvernement du Mali
8	034	0.10	GRDR	028	0.13	OMVS
9	037	0.10	GLF	019	0.12	GIZ
10	017	0.09	UEMOA	027	0.10	OMVS
<i>Moyenne</i>		<i>0.02</i>			<i>0.02</i>	
<i>Écart-type</i>		<i>0.04</i>			<i>0.05</i>	

Note : DDC est l'acronyme de l'agence suisse pour le développement et la coopération, ARFE est l'Association des régions frontalières européennes.

longue chaîne ponctuée d'importants brokers (Graphique 7.9). La position du maire (023) de l'une des villes frontalières de la région est particulièrement avantageuse en matière de circulation d'information. Elle lui permet de mettre en relation deux sous-groupes qui entretiennent peu de relations directes : les représentants des éleveurs regroupés au sein du Réseau Billital Maroobé (016, 024) et de l'Association pour la redynamisation des éleveurs au Niger (AREN) (008), situés sur la partie gauche du diagramme, et les représentants des agences gouvernementales et intergouvernementales (001, 003, 011) situés à droite.

Dans la région, les collectivités territoriales frontalières développent des cadres de concertation au niveau local qui complètent les initiatives prises par les organisations régionales. La politique de l'intercommunalité transfrontalière en matière de transhumance entre le Burkina Faso, le Niger et le Mali en est un exemple. Depuis 2011, les communes

de Dori, Djibo, Gorom-Gorom, Sebba au Burkina Faso, les communes urbaines de Téra et de Tillabéri au Niger, le Conseil régional de Tombouctou et les communes de Gao et de Tombouctou au Mali sont ainsi regroupées au sein d'une Cellule de coopération décentralisée transfrontalière des collectivités territoriales du Sahel (C3SAHEL). Cette initiative, qui doit beaucoup à l'ancien maire de Dori, feu Hama Arba Diallo, a conduit les collectivités territoriales à élaborer un programme d'investissements commun dénommé Initiative pour l'intégration régionale au Sahel (IIRSAHEL, LOBI/UEMOA). L'existence d'un Cadre de concertation intercommunal transfrontalier entre le Niger et le Burkina Faso témoigne également de cette forme d'intégration « par le bas ». La mise en place d'accords de collaboration par les communautés d'éleveurs de part et d'autre des frontières favorise en effet l'entraide réciproque lors des déplacements de la transhumance. D'autres actions sont aussi initiées de

part et d'autre des frontières par des acteurs locaux comme les mairies de Téra (Niger) et Dori (Burkina Faso), appuyés par des partenaires techniques et financiers. C'est le cas, sur l'axe Dori-Téra, pour une unité transfrontalière de production d'aliments pour bétail financée par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), par exemple.

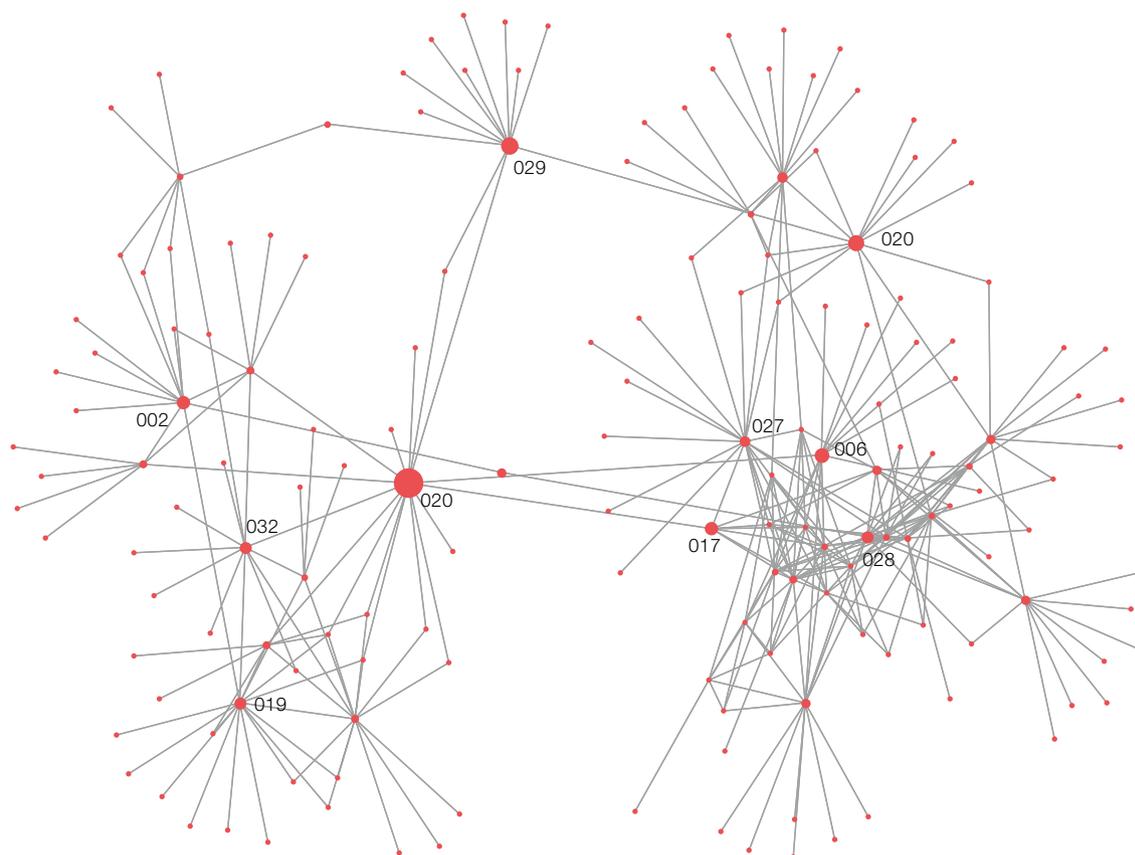
Dans la région du lac Tchad, le réseau d'information est nettement plus fragmenté que dans les autres régions considérées par cette étude (Graphique 7.10). Cette particularité s'explique par le fait que les représentants de la CBLT forment un sous-groupe d'acteurs, certes très dense, mais relativement peu connecté au reste des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière de la région. Le réseau contient un composant principal, dans lequel tous les représentants de la CBLT et leurs partenaires

sont présents, et six autres sous-groupes. Seuls les acteurs connectés au composant principal du réseau jouent un rôle significatif en tant que brokers, les autres étant coupés des flux d'information principaux. Parmi les brokers principaux figurent six représentants de la CBLT. La valeur des scores d'intermédierité demeure néanmoins faible pour ces acteurs du fait de la structure fragmentée du réseau, qui limite les possibilités d'établir des connections entre groupes (Tableau 7.6).

L'analyse montre que les propriétés des réseaux de politiques publiques dédiés à la coopération transfrontalière ne diffèrent pas significativement selon l'échelle considérée. Des différences locales peuvent certes être observées, notamment dans la région du lac Tchad, mais de manière générale, l'architecture permettant l'échange d'information au niveau

Graphique 7.8

Brokers du réseau d'information de la microrégion du fleuve Sénégal



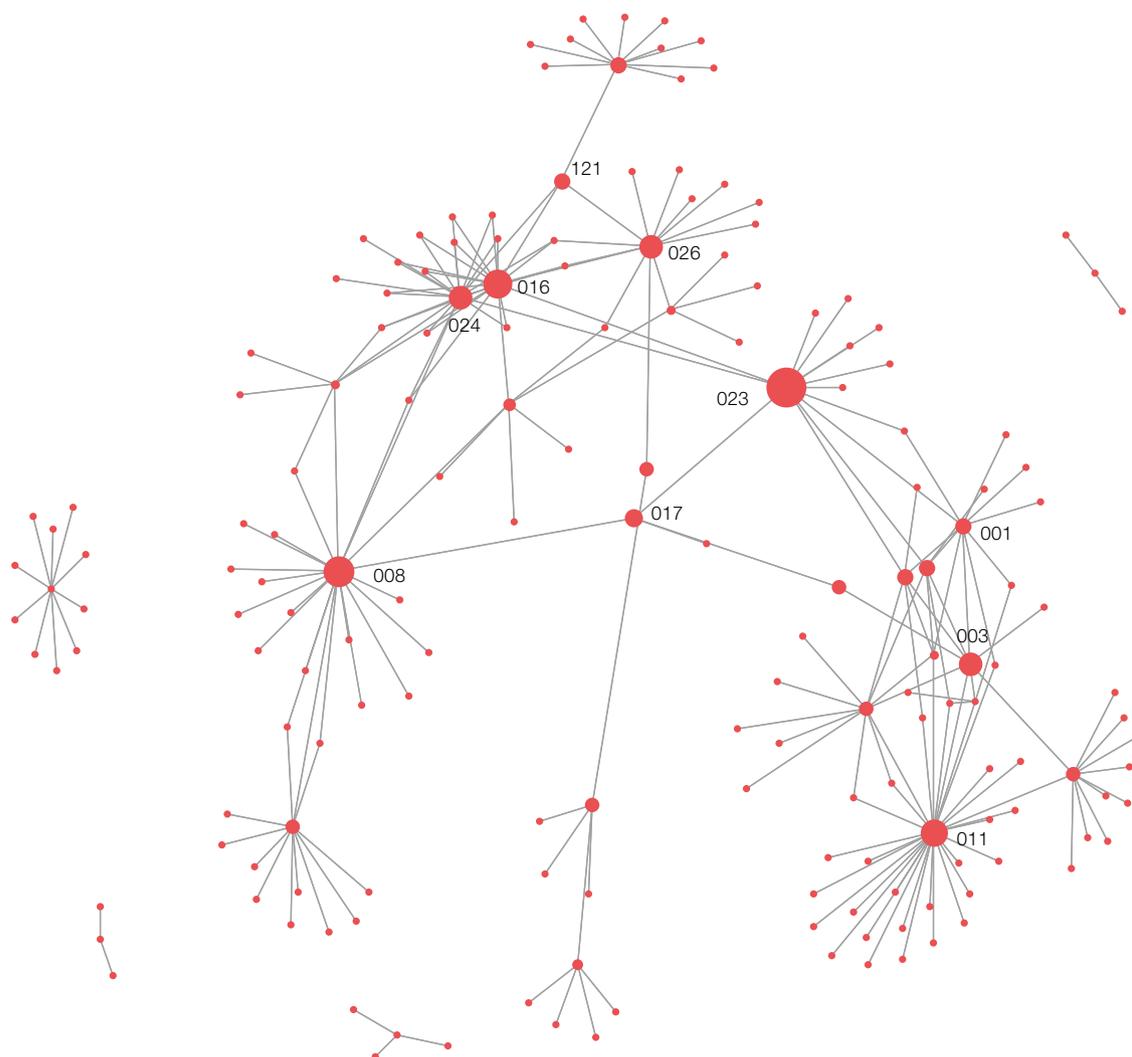
Note : seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur rôle d'intermédiaire (broker) au sein du réseau.

régional ressemble à celle mise en place par les acteurs locaux dans les trois microrégions considérées. De faible densité et plutôt décentralisée, la structure « cosmopolitaine » des réseaux semble adaptée à la circulation d'informations entre partenaires aux statuts et aux compétences très divers, sauf naturellement lorsque les réseaux sont composés de plusieurs sous-parties disjointes comme dans la région du lac Tchad. Du point de vue de la gouvernance transfrontalière, ces résultats indiquent que les organisations gouvernementales et inter-gouvernementales jouent un rôle central: les

relations entre et au sein de ces organisations sont plus denses que celles qui relient les représentants des ONG et du monde des affaires au reste du réseau.

Graphique 7.9

Brokers du réseau d'information de la microrégion du Liptako-Gourma



Note : seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur rôle d'intermédiaire (broker) au sein du réseau.

POUVOIR ET COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

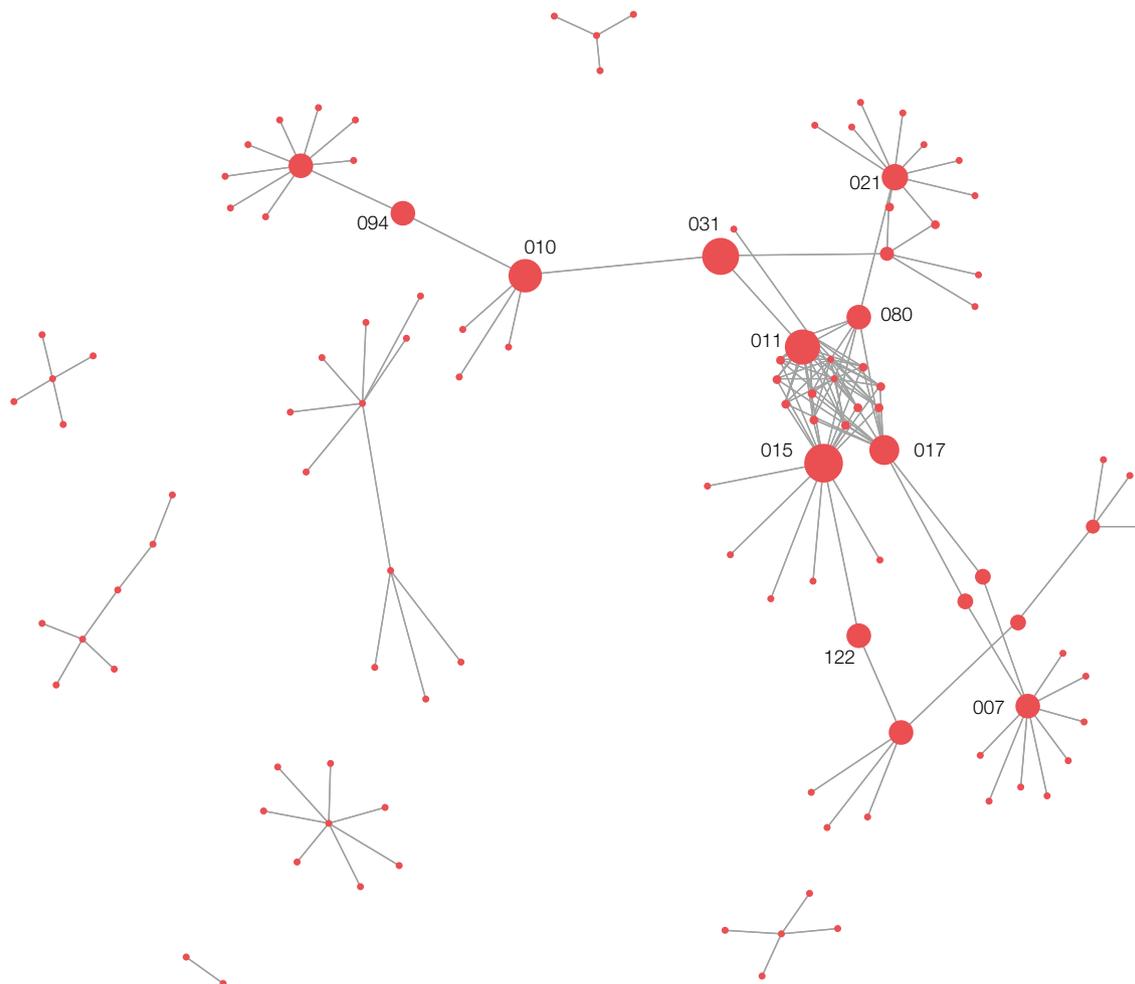
Le pouvoir est souvent défini comme une propriété intrinsèque des décideurs politiques. Certains acteurs sont considérés comme puissants parce qu'ils possèdent des qualités supposément innées de commandement, sont nés dans une famille prestigieuse, appartiennent à une organisation reconnue, habitent une ville importante ou possèdent une grande fortune. Sans négliger ces attributs individuels, l'analyse des réseaux sociaux adopte une perspective quelque peu différente. Focalisant son intérêt sur les relations plutôt que sur les attributs des

acteurs, elle postule que le pouvoir des acteurs sociaux est contraint par leur inscription dans un ensemble de liens. Ainsi défini, le pouvoir devient une propriété relationnelle, qui n'existe que pour autant que les acteurs sociaux soient en relation. En d'autres termes, les acteurs sociaux peuvent exercer une relation de pouvoir vis-à-vis d'autres acteurs moins favorisés par la structure du réseau mais ne peuvent « avoir » le pouvoir eux-mêmes.

Le [Graphique 7.11](#) permet de visualiser la manière dont le pouvoir peut être défini de

Graphique 7.10

Brokers du réseau d'information de la microrégion du lac Tchad



Note : seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur rôle d'intermédiaire (broker) au sein du réseau.

Tableau 7.6

Centralité d'intermédiation pour les acteurs obtenant les scores les plus élevés dans le Liptako-Gourma et dans la région du lac Tchad

	Liptako-Gourma			Région du lac Tchad		
	Acteur	Score	Organisation	Acteur	Score	Organisation
1	023	0.33	Municipalité de Téra	015	0.15	CBLT
2	008	0.24	AREN	031	0.15	Gouvernement du Niger
3	016	0.23	RBM	011	0.13	CBLT
4	011	0.21	Gouvernement du Mali	010	0.12	CBLT
5	024	0.17	RBM	017	0.11	CBLT
6	003	0.17	ALG	021	0.09	CBLT
7	026	0.17	Gouvernement du Niger	080	0.09	Région de Maroua
8	017	0.11	AFD	094	0.09	PDRI-CL
9	121	0.11	AFD	122	0.09	GIZ
10	001	0.10	NU	007	0.08	CBLT
<i>Moyenne</i>		<i>0.02</i>			<i>0.02</i>	
<i>Écart-type</i>		<i>0.05</i>			<i>0.03</i>	

Note : Réseau Billital Maroobé (RBM), Projet de développement rural intégré Chari Logone (PDRI-CL), Agence française de développement (AFD), Nations Unies (NU).

manière relationnelle. Si cinq acteurs sont connectés en étoile (Graphique 7.11 a.), il est bien évident que l'acteur central A est mieux à même d'exercer un pouvoir sur les autres du fait qu'aucun flux ne lui échappe. L'introduction de nouveaux acteurs (Graphique 7.11 b.), complexifie les rapports de pouvoir: l'acteur central A est toujours dans une situation favorable par rapport au reste du réseau pour autant que les relations entretenues avec les acteurs de la première périphérie (B, C, D, E) soient positives. Si ces acteurs périphériques se lient avec ceux de la seconde périphérie (F, G, H, I) pour former une coalition contre l'acteur central, alors le pouvoir que ce dernier peut exercer est considérablement amoindri. Une grande partie du pouvoir des acteurs centraux réside dans le fait que les acteurs périphériques ne communiquent entre eux que par leur intermédiaire. La création de liens additionnels, comme dans la partie c., a pour effet d'annuler les relations de pouvoir: si tous les acteurs sont

structurellement équivalents, alors les possibilités d'exercer un pouvoir disparaissent.

Afin de mettre en évidence dans quelle mesure les réseaux sociaux fournissent des opportunités d'exercer des relations de pouvoir, l'analyse de réseaux développe plusieurs mesures, dont la centralité de pouvoir (aussi appelée centralité spectrale ou de Bonacich), une mesure globale qui tient compte de la centralité des acteurs avec lesquels un acteur est lié. Le pouvoir n'est en effet pas seulement fonction du nombre absolu de liens qui peuvent être développés entre un acteur et ses voisins immédiats, mais aussi de la manière dont ces voisins sont eux-mêmes connectés. La centralité de pouvoir capture alors dans quelle mesure chaque acteur possède les « bonnes » connexions, celles qui vont le relier à d'autres acteurs centraux.

La composition interne des réseaux de pouvoir et les relations entre grands types d'organisations n'est pas significativement

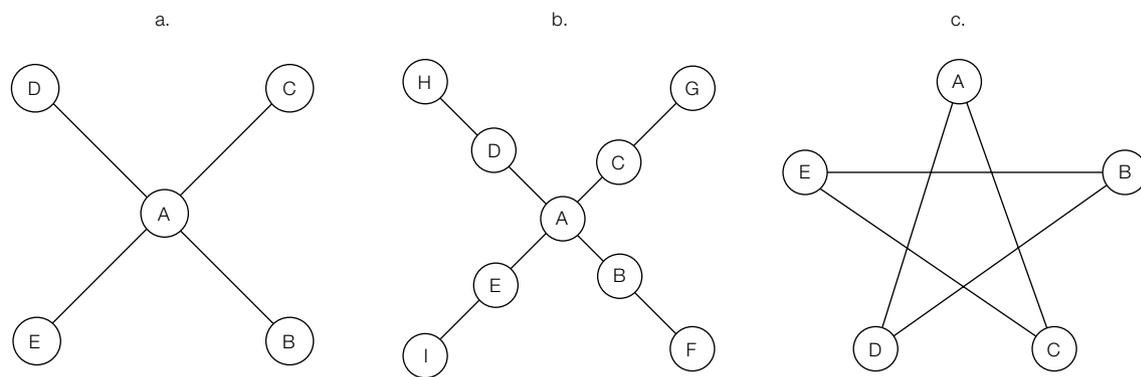
différente de celle des réseaux d'information (Graphique 7.12). À l'échelle régionale, la moitié des acteurs proviennent d'OIG, un tiers d'organisations gouvernementales et un peu moins de 20 % travaillent pour des ONG. Les régions du fleuve Sénégal et du Liptako-Gourma présentent quant à elles une composition similaire, caractérisée par une forte proportion d'organisations gouvernementales (près de 50 %), du fait de l'importance des directions nationales impliquées dans les questions hydrauliques, environnementales et agricoles. La part des acteurs du monde des affaires est faible dans toutes les régions (moins de 6 %). Comme dans les réseaux d'information, les réseaux de pouvoir sont dominés par des relations internes

aux OIG, qui représentent près d'un quart des liens du réseau. Le réseau de pouvoir de la vallée du fleuve Sénégal est, quant à lui, principalement structuré par des relations internes aux organisations gouvernementales (un tiers des liens). Dans le Liptako-Gourma, un tiers des relations sont internes aux différentes organisations gouvernementales actives dans la coopération transfrontalière entre Niger, Mali et Burkina Faso. Autour du lac Tchad, ce sont surtout les relations internes aux organisations gouvernementales qui dominent (27 %).

Les réseaux de pouvoir observés à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, de la vallée du fleuve Sénégal, du Liptako-Gourma et de la région du lac Tchad sont peu denses et peu centralisés

Graphique 7.11

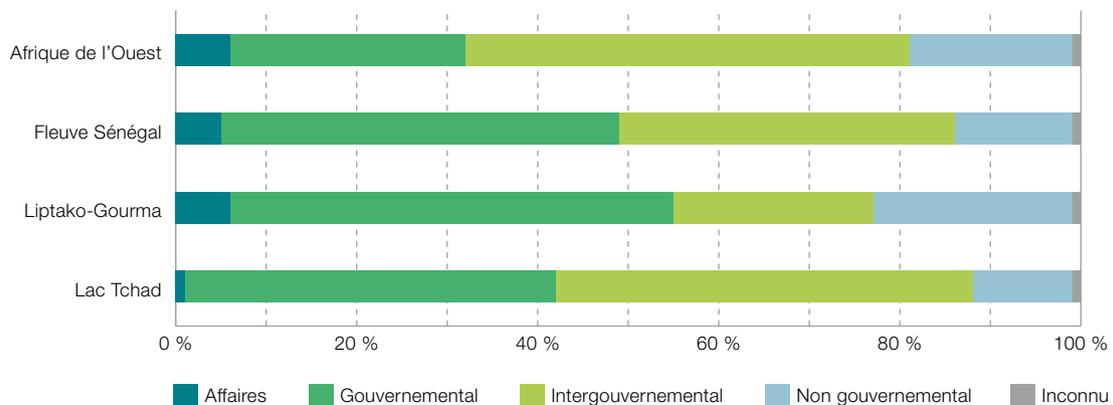
Qui est en situation d'exercer un pouvoir ?



Source : Brass et Krackhardt 2012

Graphique 7.12

Composition des réseaux de pouvoir par type



(Tableau 7.7). Comme les réseaux d'information préalablement décrits, ces réseaux sont caractérisés par de longues chaînes d'acteurs. Il est ainsi nécessaire de contacter environ cinq intermédiaires pour atteindre n'importe quelle partie du réseau à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest (5.23) et dans la vallée du fleuve Sénégal (4.93). Chaque acteur du réseau possède en outre un nombre assez limité de partenaires, compris entre 2.00 et 3.87 en moyenne. La région du lac Tchad se démarque par un degré de fragmentation (0.75) nettement supérieur aux autres, ce qui indique que le réseau y est composé de nombreux segments disjoints. Les réseaux de pouvoir considérés possèdent, comme les réseaux d'information, peu d'acteurs exceptionnels du point de vue du nombre de contacts et de la distance entre eux, comme le montrent les valeurs faibles de centralisation de degré et de proximité. En revanche, ces réseaux contiennent une proportion importante d'acteurs jouant un rôle d'intermédiaire, que ce soit en Afrique de l'Ouest, dans la vallée du fleuve Sénégal ou dans

le Liptako-Gourma. C'est en matière de centralisation de pouvoir que la particularité de ces réseaux est la plus apparente. Le réseau ouest-africain possède ainsi une proportion tout à fait exceptionnelle (65 %) d'acteurs bien connectés à d'autres acteurs bien connectés. Une situation similaire bien que moins marquée peut être observée dans le Liptako-Gourma, où la proportion d'acteurs occupant une position de pouvoir supérieure aux autres atteint 46 %. Ces résultats suggèrent que le pouvoir est inégalement distribué entre les acteurs de ces deux réseaux en particulier.

Les inégalités de pouvoir sont particulièrement visibles si chaque acteur est représenté proportionnellement à sa centralité de pouvoir (Graphique 7.13). À l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, les acteurs susceptibles d'exercer les relations de pouvoir les plus importantes appartiennent à des organisations très variées, parmi lesquelles se trouvent des organisations d'envergure continentale, régionale et locale (UA, CEDEAO, ALG), des agences

Tableau 7.7

Principaux indicateurs des réseaux de pouvoir

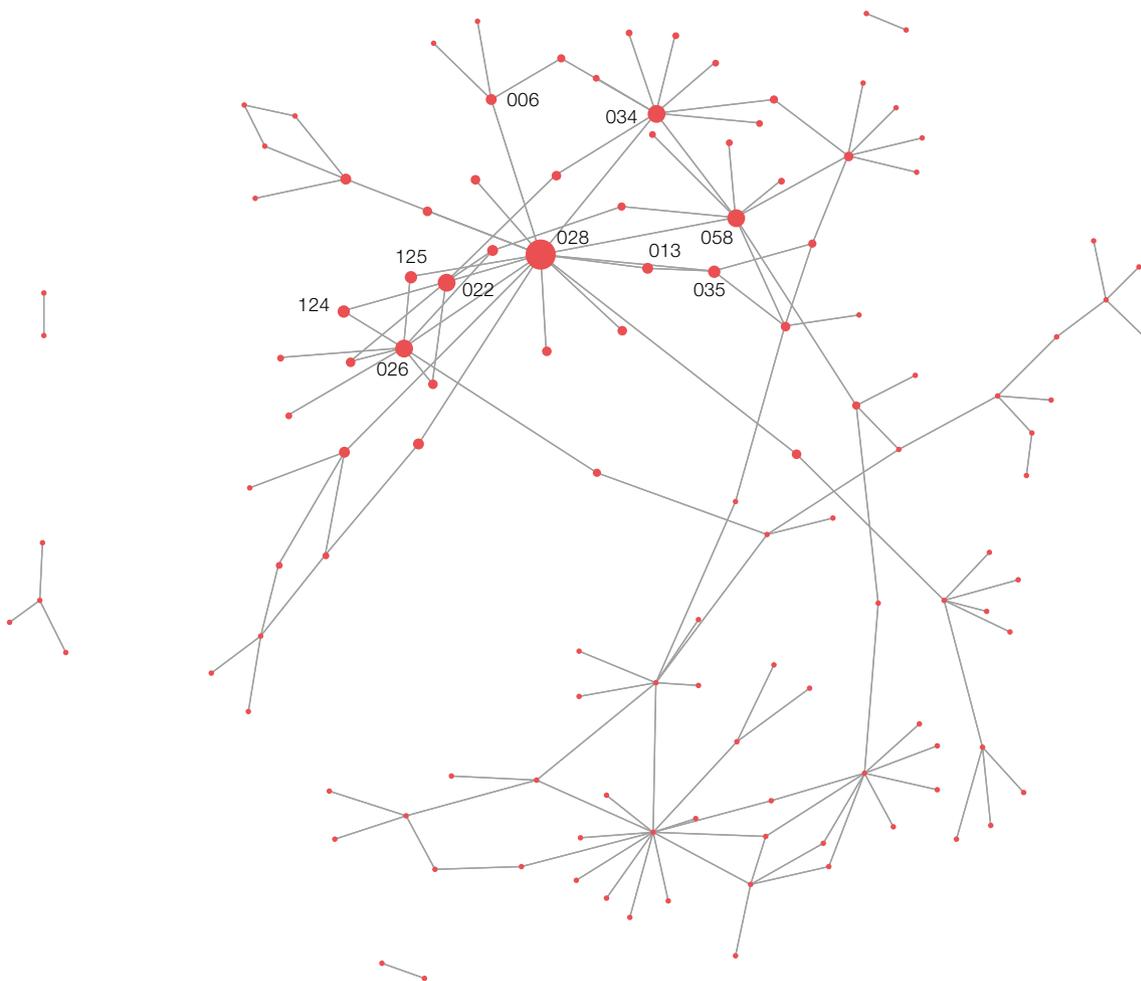
Mesures	Afrique de l'Ouest	Fleuve Sénégal	Liptako-Gourma	Lac Tchad
Nombre de nœuds	125	130	101	72
Nombre de liens	146	239	120	111
<i>Enracinement et intermédiation</i>				
Densité	0.02	0.03	0.02	0.04
Fragmentation du réseau	0.15	0.05	0.32	0.75
Nombre moyen de liens	2.48	2.00	3.87	2.84
Longueur de chemin caractéristique	5.23	4.93	4.65	2.63
Coefficient d'agglomération	0.03	0.06	0.07	0.00
<i>Centralisation</i>				
Centralisation de degré	0.06	0.06	0.10	0.17
Centralisation d'intermédiarité	0.40	0.44	0.34	0.06
Centralisation de proximité	0.01	0.03	0.01	0.01
Centralisation de pouvoir	0.65	0.39	0.46	0.13

gouvernementales (Mission opérationnelle transfrontalière, MOT) et non gouvernementales (GRDR), un consultant et un universitaire. Le score obtenu par l'agent le plus central du réseau (028), attaché à la CEDEAO, dénote une position de pouvoir exceptionnelle, qui s'explique par le fait que ce responsable est connecté à tous les autres acteurs les mieux connectés (022, 026, 034, 058 notamment). Cet acteur combine pouvoir et intermédiation puisqu'il est également le plus grand broker du réseau d'information (Graphique 7.7). Les acteurs de la périphérie du réseau, située dans la partie inférieure du Graphique 7.13, exercent des relations de pouvoir limitées du fait de leur éloignement aux acteurs les mieux connectés.

Les inégalités de pouvoir sont encore plus importantes dans la vallée du fleuve Sénégal (Graphique 7.14), où l'essentiel des relations de pouvoir s'exercent au travers des organisations gouvernementales liées directement ou indirectement à l'OMVS (Tableau 7.8). Les scores relativement élevés obtenus par les acteurs les plus centraux s'expliquent par le fait qu'ils forment un sous-groupe très dense et relativement peu connecté au reste du réseau.

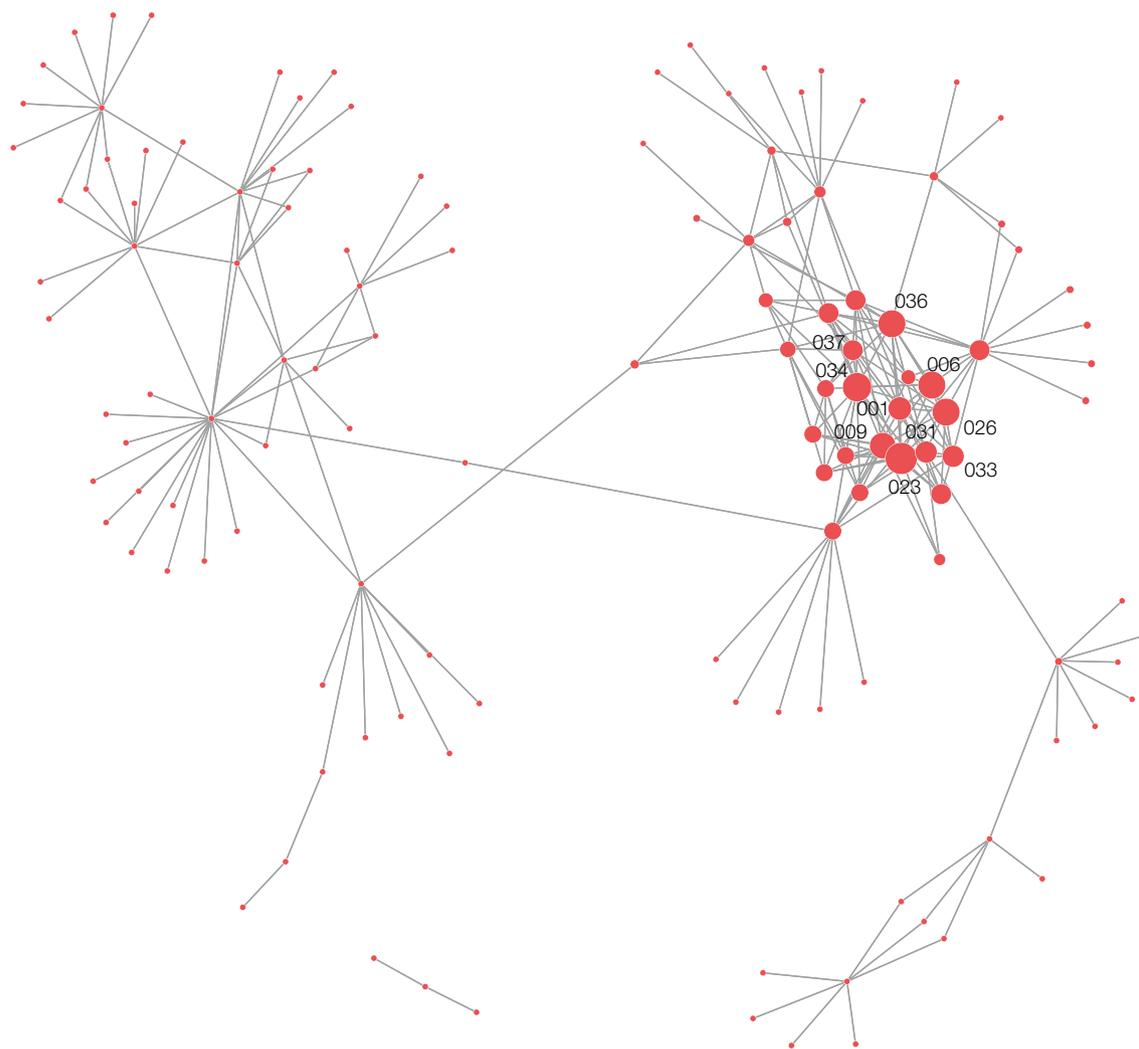
C'est dans le Liptako-Gourma que les relations de pouvoir apparaissent les plus égales (Graphique 7.15). Les acteurs les plus centraux du point de vue de la centralité de pouvoir peuplent plusieurs sous-parties du réseau et appartiennent à des organisations très diverses

Graphique 7.13
Réseau de pouvoir en Afrique de l'Ouest



Note: seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur pouvoir au sein du réseau (centralité spectrale).

Graphique 7.14
Réseau de pouvoir dans la microrégion du fleuve Sénégal



Note: seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur pouvoir au sein du réseau (centralité spectrale).

(Tableau 7.9). Comme dans le réseau d'information de cette région, on y trouve aussi bien des agences gouvernementales que des organisations défendant les intérêts des éleveurs (RBM), les autorités de deux communes frontalières, ainsi qu'une agence de coopération (DDC). Les représentants de la structure de coopération locale (ALG) ne figurent pas nécessairement parmi les plus centraux. Ces résultats suggèrent que la coopération transfrontalière du Liptako-Gourma n'est pas dominée par une structure ou par un acteur plus particulièrement.

Dans la région du lac Tchad, en revanche, la distribution du pouvoir demeure très inégale (Graphique 7.16). Les acteurs les plus centraux

appartiennent majoritairement à la CBLT et secondairement aux agences gouvernementales et régionales du bassin du lac Tchad. Comme dans le réseau d'information, la fragmentation du réseau de pouvoir en plusieurs composants ne facilite guère le processus de coopération transfrontalière, qui semble s'appuyer sur des ensembles réduits d'acteurs peu connectés entre eux. De manière générale, cette situation conduit à des scores de centralité de pouvoir peu élevés car le nombre de partenaires potentiel de chaque sous-groupe est nécessairement limité.

L'analyse des relations de pouvoir au sein des réseaux de politiques publiques transfrontalières permet de mettre en évidence de fortes

Tableau 7.8

Centralité de pouvoir pour les acteurs obtenant les meilleurs scores en Afrique de l’Ouest et dans la région du fleuve Sénégal

	Afrique de l’Ouest			Région du fleuve Sénégal		
	Acteur	Score	Organisation	Acteur	Score	Organisation
1	028	0.70	CEDEAO	023	0.45	Gouvernement du Mali
2	026	0.37	MOT	034	0.41	OMVS
3	034	0.36	GRDR	026	0.38	Gouvernement du Sénégal
4	058	0.36	UA	006	0.38	Gouvernement de la Mauritanie
5	022	0.36	MOT	036	0.37	OMVS
6	035	0.23	Université d’Édimbourg	009	0.36	OMVS
7	124	0.22	Consultant	001	0.30	OMVS
8	125	0.22	ALG	031	0.29	SAED
9	013	0.19	CEDEAO	033	0.29	OMVS
10	006	0.18	GRDR	037	0.27	OMVS
<i>Moyenne</i>		<i>0.06</i>			<i>0.06</i>	
<i>Écart-type</i>		<i>0.10</i>			<i>0.11</i>	

Note: SAED, Société nationale d’aménagement et d’exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé.

variations entre régions. À l’échelle de l’Afrique de l’Ouest, le réseau apparaît structuré autour d’un nombre restreint d’acteurs, d’origines très diverses, entretenant des relations stratégiques avec d’autres acteurs bien connectés. Dans la vallée du fleuve Sénégal et dans la région du lac Tchad, la distribution du pouvoir favorise clairement les structures gouvernementales et les organisations ad hoc comme l’OMVS et la CBLT, pour lesquelles la plupart des acteurs les plus centraux travaillent. Cette situation contraste fortement avec celle qui peut être observée au sein du réseau de coopération du Liptako-Gourma, caractérisé par une

distribution plus égale des relations de pouvoir et par une grande diversité d’organisations gouvernementales et non gouvernementales. Du point de vue de la gouvernance transfrontalière, ces résultats montrent que les relations de pouvoir sont particulièrement denses au sein des organisations intergouvernementales au niveau de l’Afrique de l’Ouest. Dans les microrégions, ce sont les relations internes aux organisations gouvernementales – africaines et européennes – qui dominent le réseau. Les représentants des ONG et du monde des affaires occupent, comme dans les réseaux d’information, une position marginale.

L’EFFET DES FRONTIÈRES SUR LES RÉSEAUX DE POLITIQUES PUBLIQUES

Les frontières introduisent des distorsions évidentes sur les échanges sociaux (Bartz et Fuchs-Schündeln, 2012), même quand ces

derniers sont conduits par l’intermédiaire des médias sociaux (Lee et al., 2011). Cet effet, lié aux différences législatives, institutionnelles

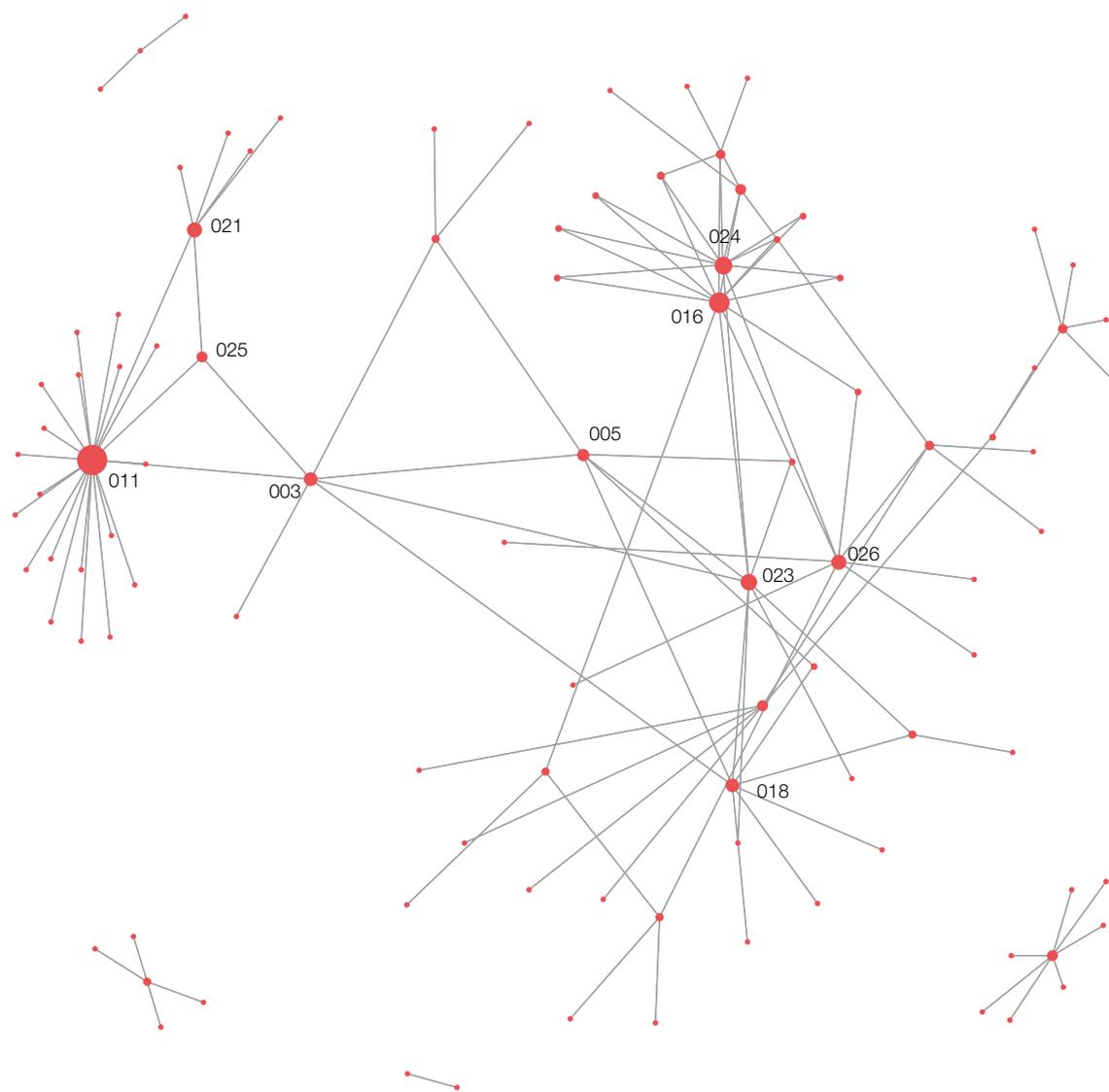
et culturelles entre systèmes de gouvernance nationaux, équivaut à l'introduction d'une distance supplémentaire entre acteurs. Il occasionne des coûts de transaction plus élevés en transfrontalier qu'au sein des espaces nationaux, qui freinent la mise en œuvre des politiques publiques transfrontalières. La coopération transfrontalière vise à atténuer cet effet barrière, en favorisant d'une part les interactions entre partenaires issus de pays différents, et en renforçant d'autre part la cohésion sociale, économique et politique au

sein des régions transfrontalières. Ce faisant, la coopération transfrontalière contribue au processus d'intégration régionale, caractérisé à la fois par une augmentation des interactions entre acteurs et par une certaine convergence entre régions (Chapitre 5).

L'analyse permet ici de mesurer dans quelle mesure l'existence de frontières internationales limite les échanges d'informations et de pouvoir entre les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière à l'échelle régionale et dans chacune des trois microrégions étudiées.

Graphique 7.15

Réseau de pouvoir dans la microrégion Liptako-Gourma



Note: seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur pouvoir au sein du réseau (centralité spectrale).

L'analyse montre que les réseaux de politiques publiques sont diversement affectés par les frontières. À l'échelle régionale, ces réseaux apparaissent encore fortement structurés sur des bases nationales. Ce phénomène est atténué à l'échelle des trois microrégions considérées où les initiatives institutionnelles destinées à favoriser l'émergence de régions transfrontalières conduisent les acteurs à communiquer davantage avec des partenaires d'autres pays.

Pour étudier la persistance des préférences nationales dans les réseaux, l'analyse s'appuie sur le concept d'*homophilie*, qui présume que les acteurs tendent à privilégier les relations sociales avec d'autres acteurs partageant des attributs communs, comme la nationalité par exemple. Appliqué au cas de la coopération transfrontalière, cela signifie qu'un réseau homophile est un réseau dans lequel les relations entre acteurs d'un même pays sont proportionnellement plus nombreuses que celles entretenues avec des

acteurs étrangers. Un réseau hétérophile, au contraire, est une structure dans laquelle les acteurs échangent significativement plus au travers des frontières nationales qu'au sein de leur propre continent ou pays, selon l'échelle géographique considérée.

Le réseau des acteurs impliqués dans les politiques publiques régionales présente un taux d'homophilie élevé: plus de 67 % des relations sont entretenues entre acteurs d'un même continent, aussi bien au sein du réseau d'information qu'au sein du réseau de pouvoir (Tableau 7.10). Ces résultats sont corroborés par le calcul de l'index E/I qui mesure la différence entre les relations internes et externes de chaque pays ou continent, divisées par le nombre total de relations entretenues entre les acteurs d'un réseau. L'index E/I varie entre 1 et -1: une valeur fortement négative de l'index indique que le réseau est très homophile, tandis qu'une valeur fortement positive indique que le réseau est très hétérophile. Les valeurs

Tableau 7.9

Centralité de pouvoir pour les acteurs obtenant les meilleurs scores dans le Liptako-Gourma et la région du lac Tchad

	Liptako-Gourma			Région du lac Tchad		
	Acteur	Score	Organisation	Acteur	Score	Organisation
1	011	0.41	Gouvernement du Mali	017	0.20	CBLT
2	016	0.41	RBM	008	0.19	CBLT
3	024	0.37	RBM	006	0.18	CBLT
4	023	0.34	Municipalité de Téra	014	0.18	CBLT
5	003	0.29	ALG	019	0.18	CBLT
6	021	0.23	Radio Kurumba	010	0.16	CBLT
7	026	0.23	Gouvernement du Niger	009	0.15	CBLT
8	025	0.22	BMCI	029	0.13	Gouvernement du Niger
9	018	0.21	Municipalité de Dori	080	0.13	Région de Maroua
10	005	0.21	DDC	005	0.12	CBLT
<i>Moyenne</i>		<i>0.08</i>			<i>0.07</i>	
<i>Écart-type</i>		<i>0.09</i>			<i>0.05</i>	

Note: BMCI est le Groupement d'intérêt économique transfrontalier Burkina Faso-Mali-Côte d'Ivoire (GIE-BMCI).

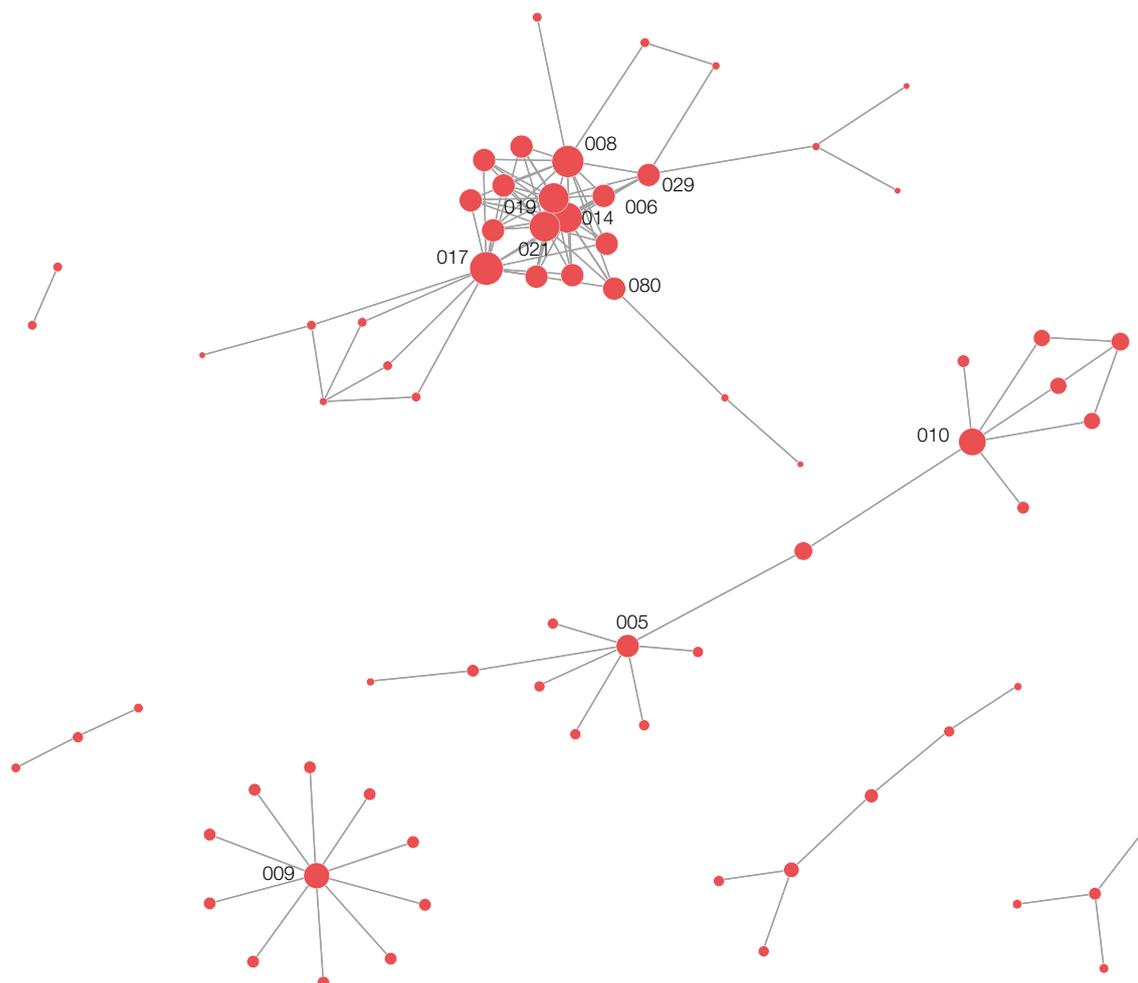
proches de zéro indiquent quant à elles que les acteurs n'ont guère de préférences nationales ou internationales et sont donc difficilement interprétables. Dans les deux réseaux considérés (information et pouvoir), l'index E/I est très clairement négatif et relativement élevé, confirmant l'homophilie générale du réseau d'Afrique de l'Ouest.

Cette tendance à privilégier des relations internes est particulièrement évidente si l'on représente les acteurs par une couleur différente selon chaque continent (Graphique 7.17). Les acteurs localisés en Afrique – qu'ils soient d'origine africaine ou venus d'autres parties du monde – sont ainsi regroupés en sous-ensembles

Tableau 7.10
Homophilie de l'Afrique de l'Ouest par continent

Afrique de l'Ouest	Réseau d'information		Réseau de pouvoir	
	Homophilie (%)	Index E/I	Homophilie (%)	Index E/I
Afrique	67.5	-0.350	64.3	-0.285
Europe	71.4	-0.429	50.0	0.000
Amérique	66.3	-0.325	90.5	-0.810
Réseau entier	67.5	-0.350	67.6	-0.352

Graphique 7.16
Réseau de pouvoir dans la région du lac Tchad



Note: seuls les codes des dix acteurs les plus centraux sont représentés. Les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont représentés par des cercles proportionnels à leur pouvoir au sein du réseau (centralité spectrale).

dans lesquels les liens sont particulièrement denses. Leurs collègues travaillant en Europe privilégient également les relations avec d'autres partenaires européens, tandis que ceux situés en Amérique sont nettement moins nombreux et plus inégalement répartis dans le réseau.

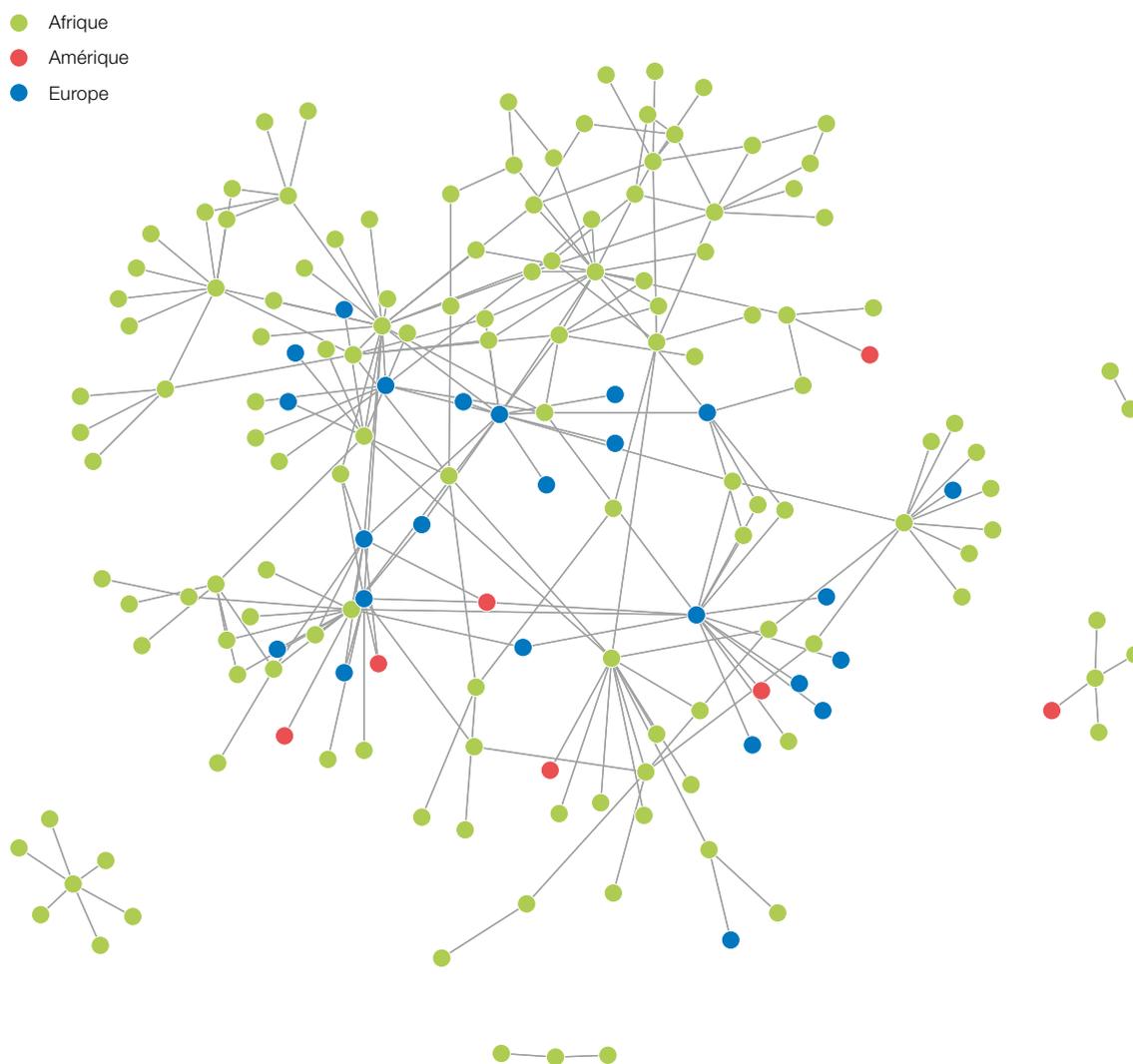
Les relations entretenues en matière de coopération transfrontalière dans la vallée du fleuve Sénégal, le Liptako-Gourma et la région du lac Tchad contrastent fortement avec celles observées à l'échelle régionale. La tendance à l'homophilie y est nettement moins développée (Tableau 7.11). Cela signifie que les échanges d'information sont peu limités par l'appartenance nationale des acteurs impliqués dans la coopération frontalière. Il en va de même des

réseaux dits de pouvoir: lorsqu'on demande aux acteurs de nommer qui sont les personnes les plus importantes en matière de coopération frontalière, ils ne choisissent pas préférentiellement des individus de leur propre pays.

Dans la vallée du fleuve Sénégal et le Liptako-Gourma, les valeurs d'homophilie sont très semblables: inférieures à 50%, elles indiquent que les acteurs possèdent un réseau diversifié de partenaires dans plusieurs pays et ne favorisent pas systématiquement leur propre pays. L'index E/I y est modérément positif pour la plupart des pays, confirmant une tendance à échanger des informations ou former des réseaux de pouvoir faiblement influencés par les préférences nationales.

Graphique 7.17

Réseau d'information ouest-africain par continent



Dans la vallée du fleuve Sénégal, les relations entretenues entre les acteurs du Sénégal, en rouge, et de la Mauritanie, en marron, sont particulièrement denses. Elles forment l'essentiel du sous-groupe situé à droite (Graphique 7.18) composé de représentants

Tableau 7.11

Homophilie par pays et microrégion

	Réseau d'information		Réseau de pouvoir	
	Homo-philie (%)	Index E/I	Homo-philie (%)	Index E/I
Fleuve Sénégal				
Guinée	35.8	0.285	27.8	0.445
Mali	31.6	0.368	34.9	0.301
Mauritanie	30.0	0.399	50.8	-0.015
Sénégal	28.6	0.429	38.7	0.227
Autres pays	25.9	0.482	31.1	0.378
Réseau entier	28.8	0.424**	36.4	0.273**
Liptako-Gourma				
Burkina Faso	41.4	0.171	26.6	0.468
Mali	21.2	0.576	33.3	0.335
Niger	36.5	0.270	29.7	0.407
Autres pays	33.9	0.323	25.0	0.500
Réseau entier	34.8	0.303**	29.1	0.419*
Lac Tchad				
Cameroun	27.1	0.457	3.7	0.927
Tchad	25.4	0.493	22.7	0.546
Niger	12.5	0.750	14.9	0.702
Nigéria	11.1	0.778	24.4	0.511
Autres pays	20.3	0.594	31.1	0.378
Réseau entier	21.0	0.581*	20.0	0.599

Note : seuls les pays principalement impliqués dans les organisations régionales de chaque région (OMVS, ALG, CBLT) sont identifiés individuellement. Les autres pays sont regroupés dans une catégorie commune. Deux étoiles (**) indiquent que l'index E/I est significatif à 5 % ($p < 0.05$), une étoile (*) indique qu'il est significatif à 10 % ($p < 0.1$).

de l'OMVS. L'implication des organismes gouvernementaux dans l'OMVS lui permet d'entreprendre de grands programmes couvrant différents domaines environnementaux et socio-économiques, comme le Programme de gestion intégrée des ressources en eau et de développement des usages multiples (PGIRE), qui s'étend sur une décennie (2007–17). Les acteurs gouvernementaux situés au Mali qui forment l'essentiel du deuxième composant du réseau, situé à gauche, entretiennent quant à eux de nombreuses relations transfrontalières avec leurs homologues ainsi qu'avec des partenaires situés dans d'autres pays africains et jusqu'en Europe (en beige).

Comme dans la vallée du fleuve Sénégal, les acteurs du Liptako-Gourma forment un réseau d'information peu segmenté par appartenance nationale, ce qui est un signe de maturité de la coopération transfrontalière. Les acteurs maliens (en vert) sont par exemple bien connectés aux acteurs burkinabés (en bleu) (Graphique 7.19). Les acteurs nigériens (en marron) occupent également une place d'importance, du fait de leurs nombreuses connexions et de leur rôle d'intermédiaire entre les autres acteurs du réseau (en beige).

La tendance à l'homophilie est la moins forte en moyenne dans la région du lac Tchad, particulièrement pour les acteurs situés au Niger et au Nigéria, qui sont densément connectés à leurs homologues des pays voisins et cela quel que soit le type de réseau. En matière de pouvoir, par exemple, les acteurs situés à N'Djaména au Tchad (en vert) mentionnent volontiers leurs homologues du Niger (en marron), du Nigéria (en bleu clair) et du Cameroun (en pétrole foncé), particulièrement dans le composant principal du réseau qui regroupe le plus d'individus, situé en haut du Graphique 7.20. Le réseau de politiques publiques de cette région est ainsi caractérisé par des acteurs qui échangent au-delà des frontières mais principalement dans le cadre de leur structure – en l'occurrence la CBLT. Il diffère du réseau de la vallée du fleuve Sénégal et du Liptako-Gourma, où les acteurs de la coopération transfrontalière traversent plus volontiers les limites institutionnelles.

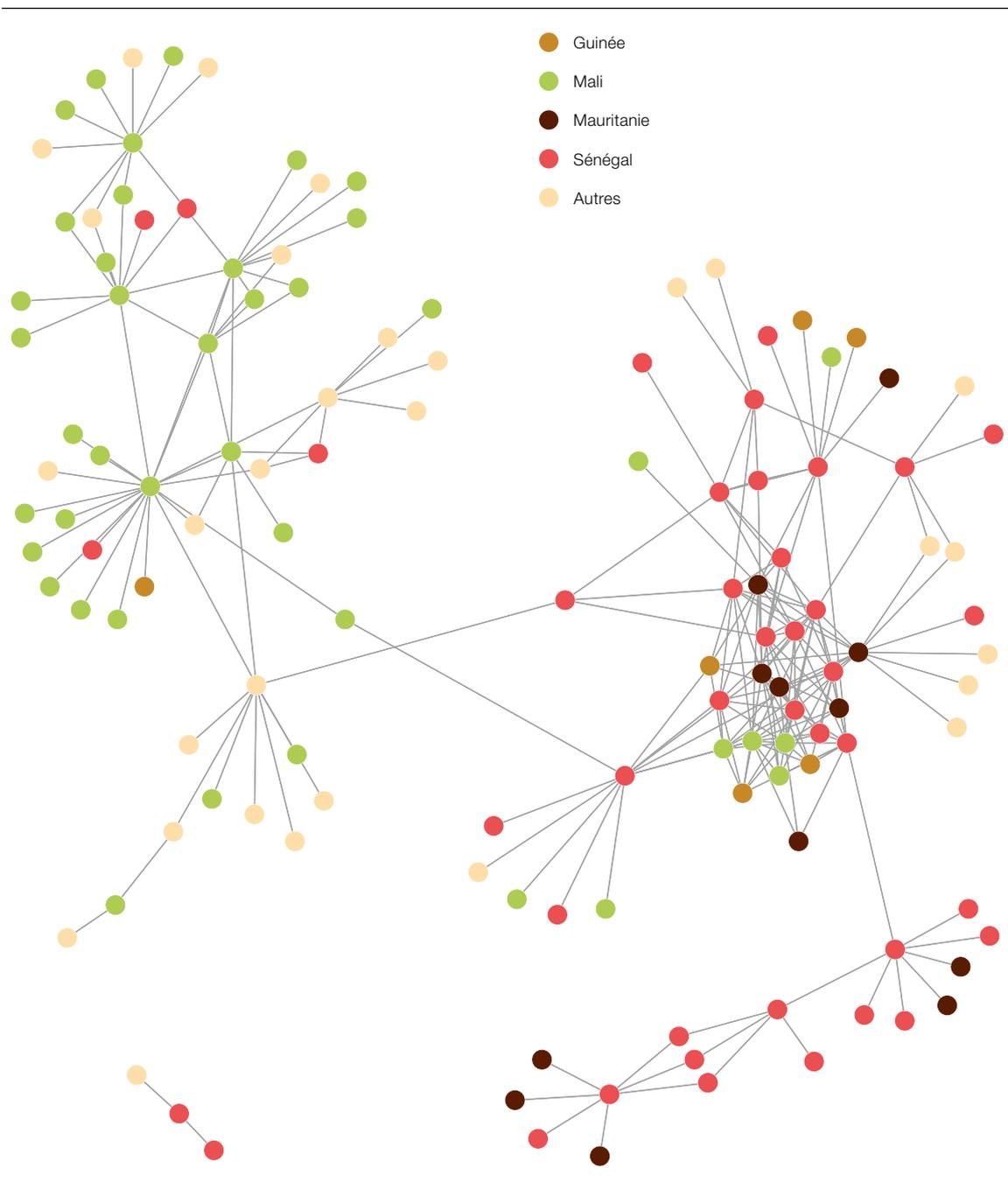
SPATIALISATION DES RÉSEAUX SOCIAUX

L'effet des frontières est encore plus manifeste si l'on spatialise les réseaux de politiques publiques, c'est-à-dire si l'on représente chaque acteur selon sa localisation géographique. Jusqu'ici, les réseaux présentés faisaient usage d'une distance sociale pour caractériser la centralité des acteurs: plus

les acteurs échangeaient des informations ou se reconnaissaient comme importants en matière de coopération transfrontalière et plus ils apparaissaient proches les uns des autres. L'utilisation de la distance géographique, plutôt que sociale, pour représenter les acteurs des politiques publiques permet quant à elle

Graphique 7.18

Réseau de pouvoir dans la microrégion du fleuve Sénégal par pays



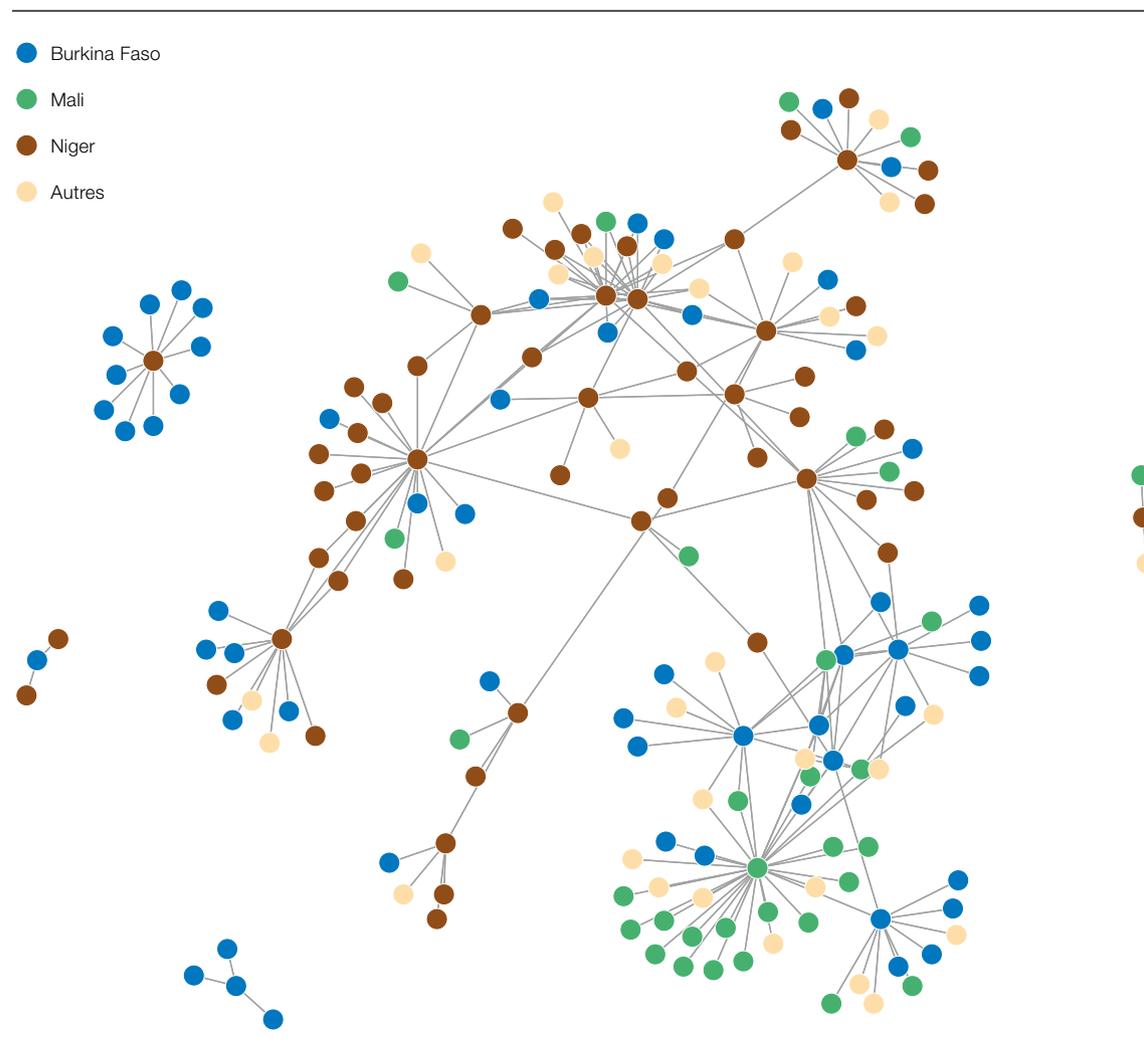
de mettre en évidence des regroupements spatiaux particuliers, de visualiser quelles sont les relations transfrontalières au sein du réseau et d'identifier certaines relations à très longue distance entre acteurs situés en Afrique de l'Ouest et dans le reste du monde¹.

Le réseau d'information reliant les acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière à l'échelle régionale est particulièrement étendu géographiquement (Carte 7.1). Il regroupe 165 acteurs liés par 222 relations dans 24 pays. Comme on peut s'y attendre, les relations les plus denses sont entretenues au sein de l'Afrique de l'Ouest, en particulier entre les capitales de la région, comme Dakar, Bamako, Ouagadougou. Au sud, cet axe structurant de la coopération transfrontalière est principalement relié à Cotonou et plus secondairement aux

autres capitales du Golfe de Guinée. Aucune ville secondaire – mise à part Dori au Burkina – n'est impliquée dans le réseau. En Afrique, le réseau dépasse très largement cette région, pour s'étendre prioritairement vers Addis Abeba en Éthiopie et Johannesburg en Afrique du Sud. Avec 15 acteurs, Addis Abeba est un centre incontournable des politiques publiques conduites en Afrique de l'Ouest, du fait de la présence de l'UA en général et de son Programme frontière financé par la GIZ en particulier. Dans la capitale éthiopienne siège également l'UNECA, une organisation très impliquée dans les questions relatives à l'intégration continentale. Les relations du réseau ouest-africain avec Johannesburg, qui concernent quatre acteurs, s'expliquent quant à elles par la présence du NEPAD.

Graphique 7.19

Réseau d'information du Liptako-Gourma par pays

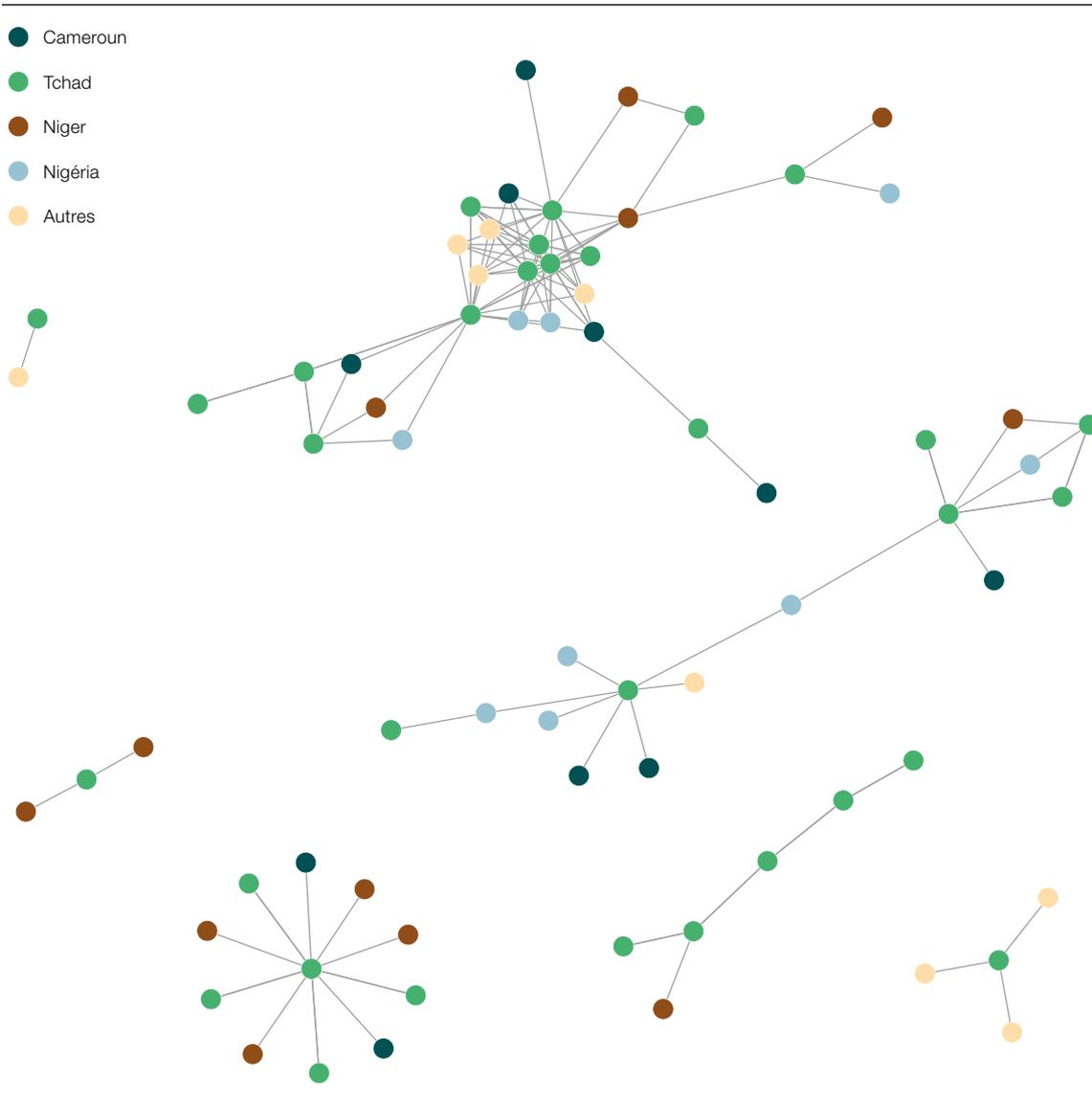


Le réseau de politiques publiques ouest-africain est également densément connecté au reste du monde. C'est avec l'Europe que les relations sont les plus denses. Avec 16 acteurs, la France est le pays non africain le plus impliqué dans le réseau ouest-africain, par l'entremise de représentants du Ministère des affaires étrangères et du développement international, de l'AFD, de la MOT, du CSAO et du GRDR, tous basés à Paris et dans sa proche banlieue. En dehors de la capitale française, seules Toulouse et Montpellier (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, CIRAD) apparaissent dans le réseau. En Europe, Bruxelles constitue le second

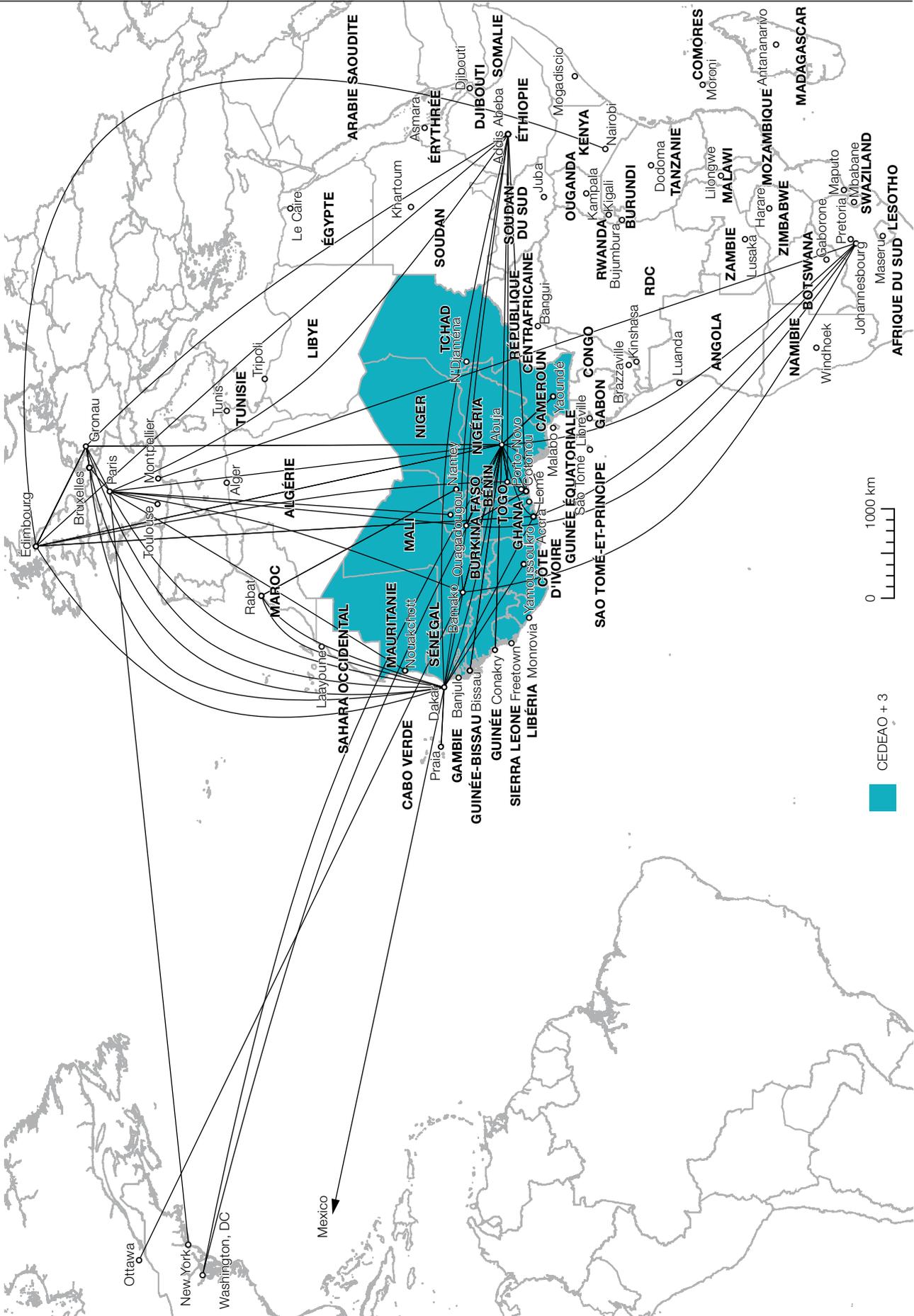
lieu de concentration géographique des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest, principalement grâce aux institutions de l'UE. Les acteurs concernés appartiennent à la Direction générale pour la Coopération internationale et le développement (DG DEVCO) et à la Direction générale de la politique régionale et urbaine (DG REGIO). Bruxelles accueille également le Représentant spécial de l'UE pour le Sahel, le Représentant résident de l'UEMOA, ainsi que certaines ONG impliqués en Afrique de l'Ouest. Le Royaume-Uni est relié au réseau par l'intermédiaire de l'*African Borderlands Research Network* (ABORNE), une structure académique située à

Graphique 7.20

Réseau de pouvoir dans la région du lac Tchad par pays



Carte 7.1
Spatialisation du réseau d'information régional



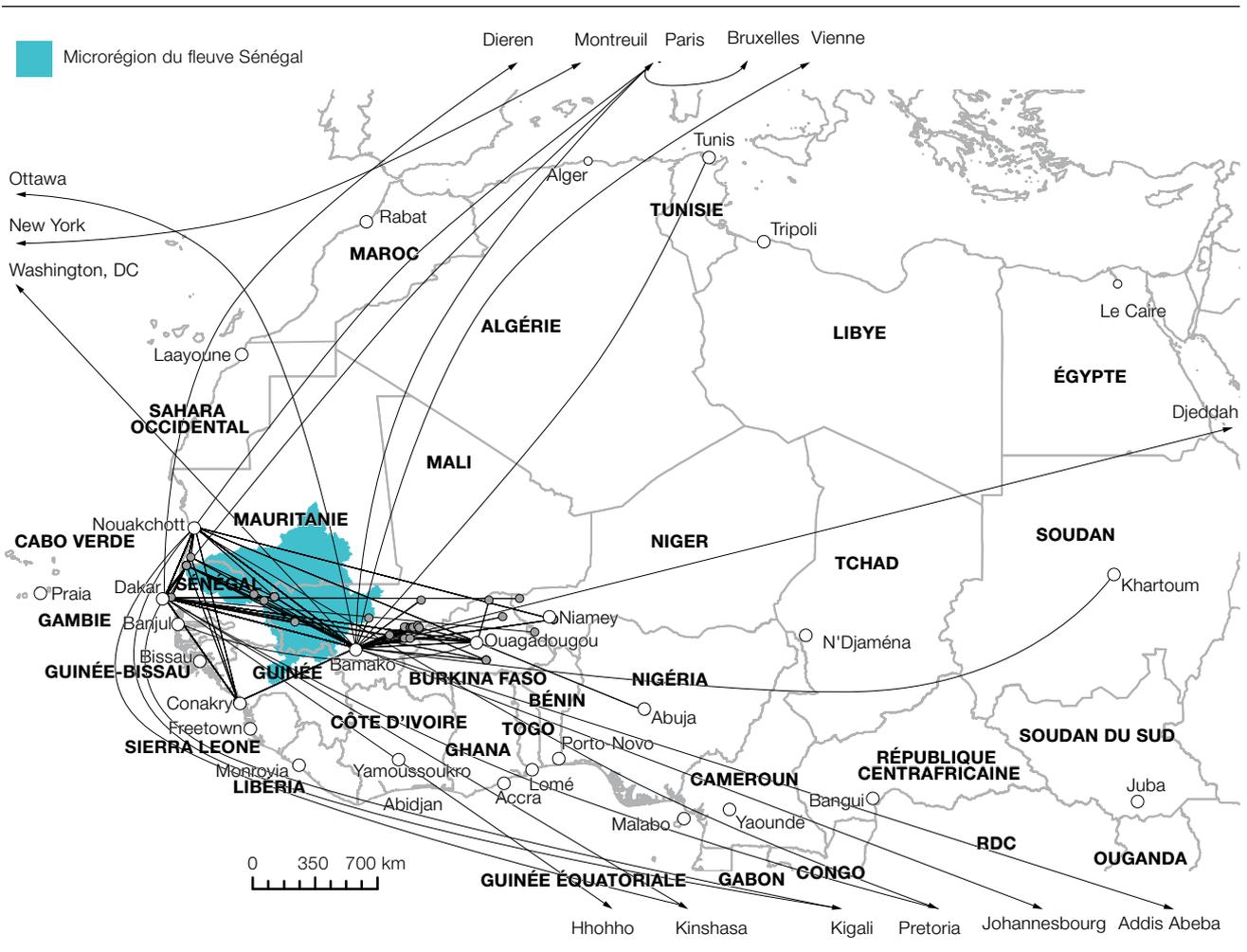
Édimbourg. Outre-Atlantique, les connexions sont plus rares, sauf avec New York du fait du FENU qui gère l'Initiative locale transfrontalière (*Local Cross-Border Initiative, LOBI*) et avec Washington, DC où se trouve le siège de la Banque mondiale.

Le réseau d'information de la région du fleuve Sénégal est celui qui compte le plus de liens entre acteurs (303) et le plus de pays concernés (27). Il est particulièrement dense entre les capitales des pays qui appartiennent à l'OMVS, comme Dakar, Nouakchott, Bamako et Conakry. En raison de sa nature plus locale que le réseau régional précédemment décrit, le réseau de la vallée du fleuve Sénégal repose sur un grand nombre d'acteurs situés dans de petites et moyennes villes, notamment entre Dakar et Kayes et entre Bamako et Ouagadougou. Dans la capitale burkinabé se trouvent notamment

des représentants de l'Autorité du Liptako-Gourma, de l'Autorité du bassin de la Volta, de la CEDEAO et de l'UEMOA. Les connexions vers le reste du continent s'expliquent essentiellement par l'appartenance à d'autres structures de gestion de bassins hydrographiques, comme l'Autorité du bassin du lac Kivu et de la rivière Ruzizi (ABAKIR), la Commission internationale du bassin du Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), la Commission du fleuve Orange-Senqu (ORASECOM) et l'Autorité du bassin du fleuve Komati (KOBWA). En Europe, c'est avec la France que les connexions sont les plus développées, aussi bien avec des organisations gouvernementales comme le Ministère des affaires étrangères et la MOT que non gouvernementales comme le GRDR, particulièrement actif dans la région. Les relations avec l'Amérique du Nord et l'Arabie sont marginales (*Carte 7.2*).

Carte 7.2

Spatialisation du réseau d'information de la région du fleuve Sénégal



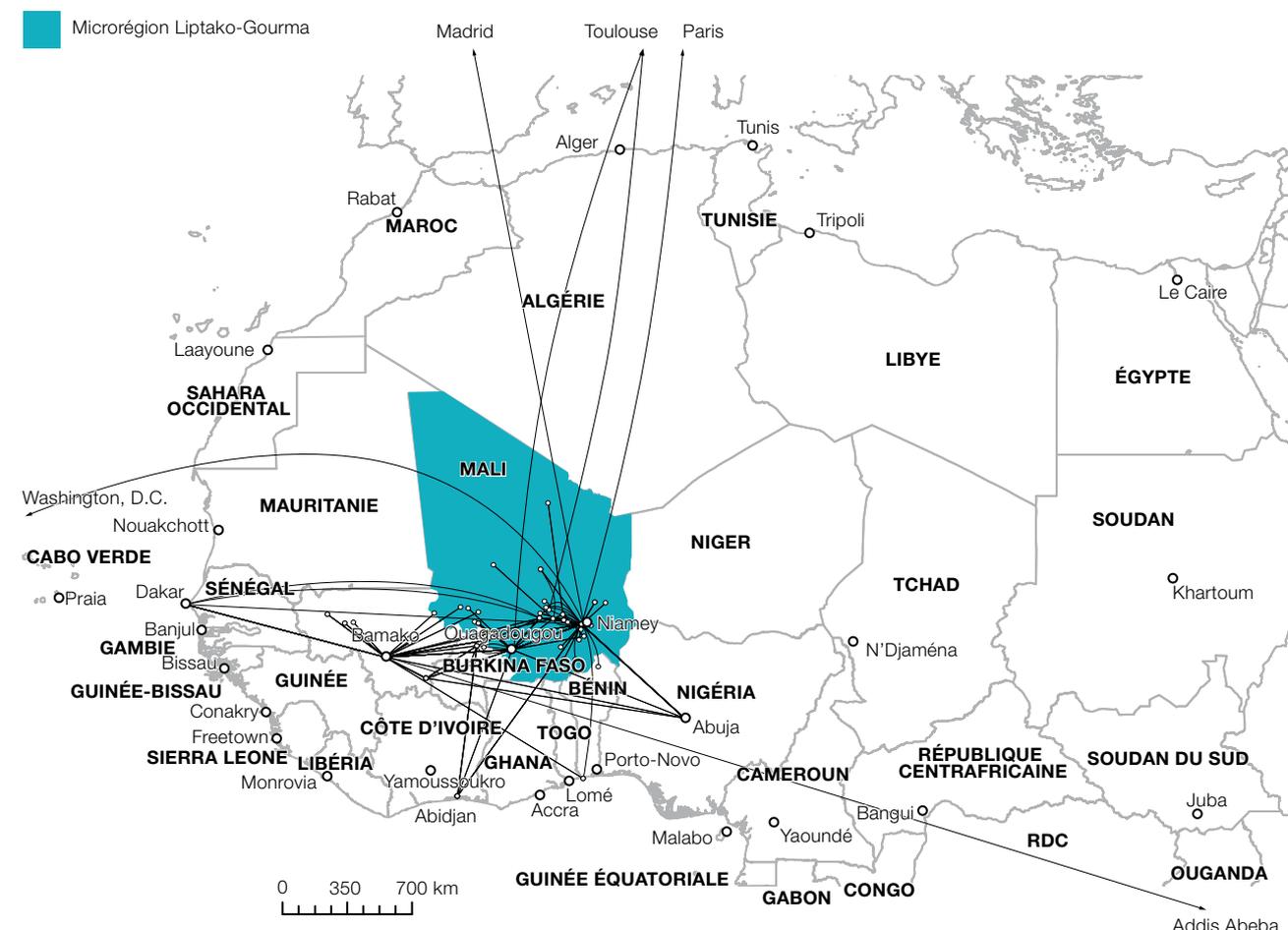
Le réseau d'information de la coopération transfrontalière dans le Liptako-Gourma compte 175 acteurs et 223 relations. Particulièrement concentré du point de vue géographique, c'est le réseau qui compte le moins de pays (12). Les relations sont très denses entre Bamako, Ouagadougou et Niamey, de même qu'entre ces trois capitales et de nombreux centres urbains de taille plus réduite, comme Sikasso au Mali, Dori au Burkina Faso ou Tillabéri au Niger. Bien que ne faisant pas formellement partie de l'espace institutionnel du Liptako-Gourma, la capitale malienne constitue un centre incontournable du réseau du fait de la présence des institutions gouvernementales (Direction nationale des frontières et Direction générale des collectivités territoriales), des agences de développement (Coopérations suisse et allemande) et d'autres organismes non

gouvernementaux impliqués dans le transfrontalier. Le réseau est bien connecté à Abuja du fait de la présence de la CEDEAO mais compte peu de connexions au reste du continent (ONG), en Europe (CSAO) et en Amérique du Nord (Banque mondiale) (Carte 7.3).

Le réseau d'information de la région du lac Tchad est celui qui compte le moins d'acteurs (114) et le moins de relations (159). Il est typique des réseaux en étoile, dans lesquels un centre principal concentre l'essentiel des relations. Près d'un tiers (37) des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière sont en effet basés à N'Djaména, siège de la Commission du bassin du lac Tchad. Un faisceau de relations relie la capitale tchadienne aux capitales des pays voisins (Niamey, Abuja, Yaoundé, Bangui) et aux centres régionaux comme Diffa au Niger, Maiduguri et Nguru au Nigeria et Maroua au Cameroun. Dans

Carte 7.3

Spatialisation du réseau d'information de la région du Liptako-Gourma

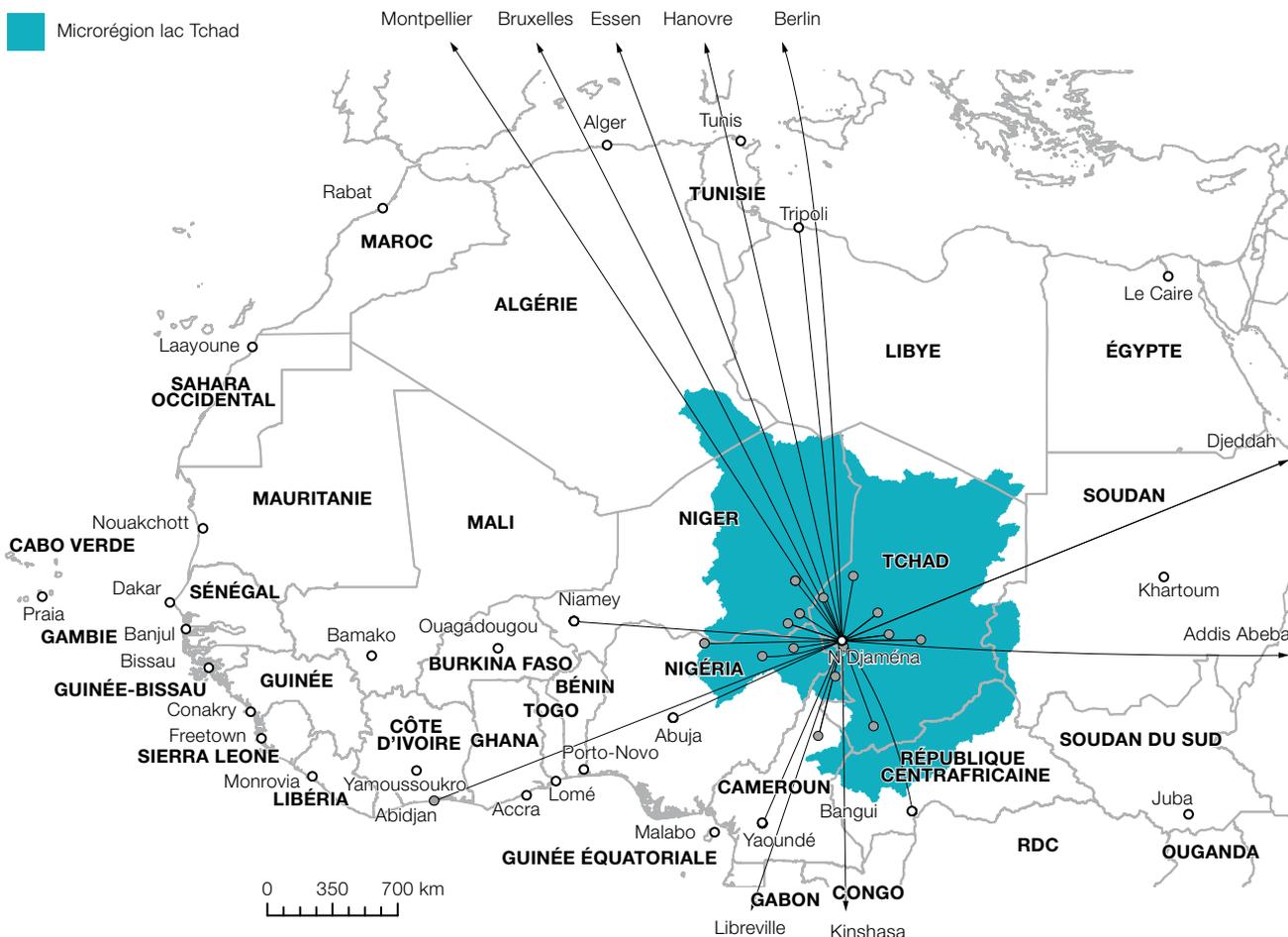


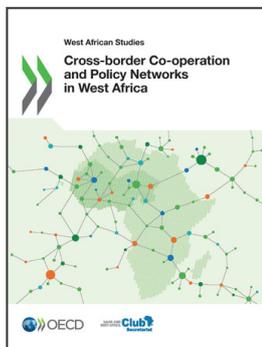
ces derniers sont établis certaines institutions gouvernementales décentralisées et projets de développement, comme le Programme de développement durable du bassin du lac Tchad (PRODEBALT), le *Nguru Wetlands Demonstration Project North East* et le *FMWR-IUCN-NCF Komadugu Yobe Basin Project*. Le réseau est faiblement connecté au reste de l'Afrique et du monde, exception faite de l'Allemagne (GIZ) et de la Belgique (UE) (Carte 7.4).

En conclusion, l'analyse montre que le réseau d'information régional, bien que centré sur l'Afrique de l'Ouest, possède des ramifications denses vers Addis Abeba et Johannesburg où se trouvent notamment les institutions de l'UA. De fortes connexions relient également les acteurs ouest-africains aux représentants des organisations gouvernementales françaises à Paris et aux directions régionales de l'UE à

Bruxelles. Ces résultats témoignent tout à la fois de l'ancrage continental de l'Afrique de l'Ouest et de la pérennité des liens qui l'unissent à l'Europe. Dans la région du fleuve Sénégal et du Liptako-Gourma, le réseau d'information de la coopération transfrontalière est structuré autour des capitales et d'un semis dense de petites et moyennes villes, qui fonctionnent comme des relais locaux des initiatives développées par les pays frontaliers. Dans la région du lac Tchad, en revanche, le réseau d'information est clairement centré sur la capitale tchadienne, à partir de laquelle partent comparativement peu de liens. Les liens entre chacune des microrégions et le reste du continent sont généralement peu développés, tandis que ceux vers l'Europe reflètent l'investissement financier des bailleurs gouvernementaux et des ONG dans les initiatives locales transfrontalières.

Carte 7.4
Spatialisation du réseau d'information de la région du lac Tchad





Extrait de :

Cross-border Co-operation and Policy Networks in West Africa

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264265875-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (2017), « Les réseaux de politiques publiques transfrontaliers ouest-africains », dans *Cross-border Co-operation and Policy Networks in West Africa*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264265974-12-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.